

Dans ce numéro :

DUBIED : après la grève, les remous
BIENNE : les élections et l'emploi
HONGRIE 56 : un dossier spécial
THAÏLANDE : le coup sanglant
THEATRE : Arturo Ui de Brecht
(interview de François Rochoix)

N° 144 29 octobre 76

Fr. 2.-

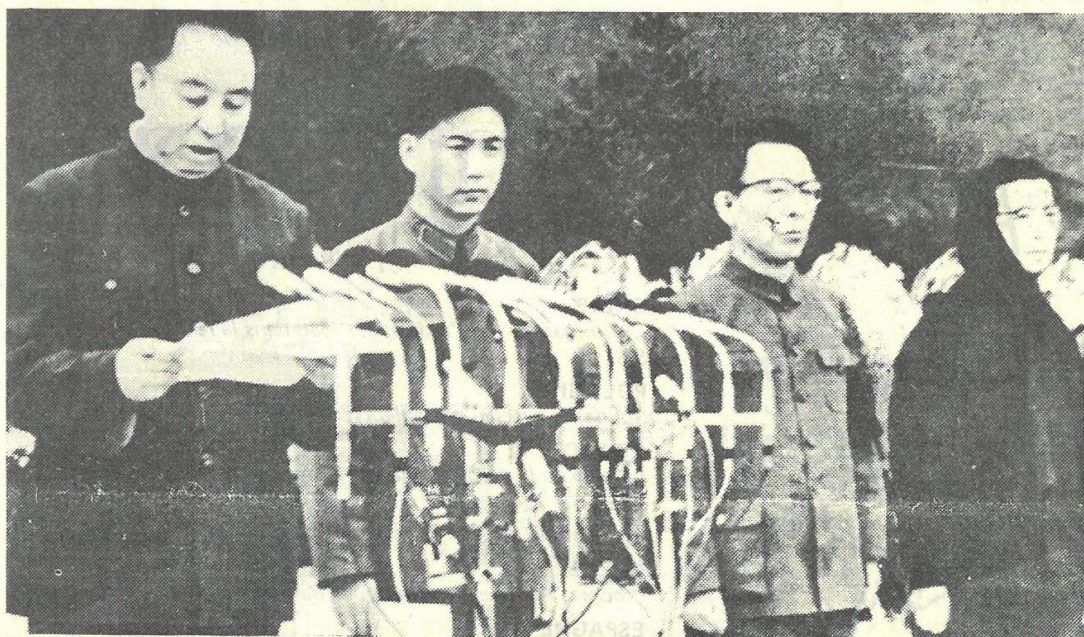
la brèche

organe bimensuel
de la ligue marxiste révolutionnaire

France, Italie, Espagne:



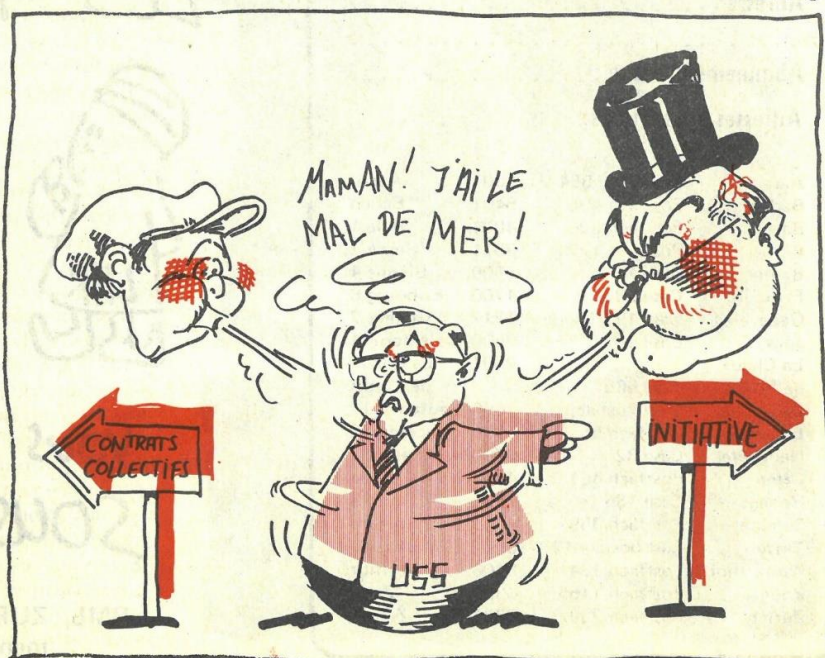
LES TRAVAILLEURS REFUSENT L'AUSTÉRITÉ



CHINE : Hua-Kuo Feng aux côtés de Wang Hung-Wen, Chang Chun-Chiao et Chiang Ching, la veuve de Mao, lors de l'éloge funèbre de Mao Tse-Toung... Le premier a éliminé les trois autres, dans la plus pure tradition stalinienne. Quels sont les enjeux du débat ? Les masses l'ignorent. Voir l'interview d'un Garde Rouge de Canton, réalisée en 1973 à Hong-Kong par Tariq Ali. (page 12)

**OUI aux 40 heures
le 5 décembre !**

PAGE 3



sommaire

ACTUALITE NATIONALE

40 H.: la manoeuvre de l'USS	3
Chronique des comités 40 h.	3
DUBIED: Les remous politiques de la grève dans le canton de Neuchâtel	4

SOCIAL

Avant le congrès de la FTMH	5
HORLOGERIE: pas de réajustement !	5
BIENNE: une majorité de gauche aux élections peut-elle résoudre la question de l'emploi ?	5

ACTUALITE INTERNATIONALE

FRANCE: le plan Barre	8
ITALIE: le plan Andreotti	8
ESPAGNE: le plan Suarez	9
Dossier Commissions ouvrières / 1	9
THAILANDE: sous la botte des militaires	10

L'EVENEMENT

CHINE: règlement de comptes au sein de la bureaucratie dirigeante	12
INTERVIEW D'UN GARDE ROUGE	

DOSSIER CENTRAL

HONGRIE 1956	
Ils se battaient pour la démocratie des Conseils Ouvriers	6 - 7
Ce qu'ils disaient en 56...	
Chronologie des événements	
TEMOIGNAGES DE COMBATTANTS	
Le programme d'un conseil hongrois.	

THEATRE

Arturo Ui, de B. Brecht, par le théâtre de Carouge (interview de F. Rochaix)	11
--	----

abonnez-vous

Abonnement à la Brèche :
abonnement de soutien : fr. 100.-
un an, enveloppe ouverte : fr. 45.-
un an, enveloppe fermée : fr. 55.-
un an, étranger (Europe) : fr. 80.-
Outre-mer : prendre contact avec nous

Abonnement Brèche et Inprecor couplés :
un an, enveloppe ouverte : fr. 85.-
un an, enveloppe fermée : fr. 100.-
Journal "La Brèche", CCP 10 - 25 669
Lausanne. (préciser le type d'abonnement).

Pour toute correspondance : Case postale 1000 Lausanne 17

Ed. resp. C.A. Udry.

Imprimerie : Cedips, Lausanne.

Je désire m'abonner à la Brèche, à la Brèche et Inprecor (souligner ce qui convient) :

Nom :

Adresse :

Abonnement désiré :

Adresses des sections:

Aarau	Postfach 554	5001	Aarau
Baden	Postfach 495	5401	Baden
Bâle	Postfach 820	4001	Bâle 1
Berne	Postfach 1221	3001	Berne 1
Bienne	Case 13	2500	Bienne 4
Fribourg	Case 28	1700	Fribourg 6
Genève	Case 193 Taupe	1211	Genève 2
Jura	Case 59	2800	Delémont 1
La Chaux de Fonds	Case 665	2301	La Chaux de Fonds
Lausanne	Case Postale	1000	Lausanne 17
Lucerne	Postfach 55	6000	Lucerne 14
Neuchâtel	Case 32	2000	Neuchâtel 12
Olten	Postfach 461	4601	Olten
Renens	Case 186	1020	Renens
Soleure	Postfach 359	4501	Soleure
Tessin	Cas. postale 12	6932	Breganzona
Winterthur	Postfach 124	8406	Winterthur
Zoug	Postfach 1155	6300	Zoug
Zurich	Postfach 299	8031	Zurich



Salut,
"La Brèche" s'améliore à vue d'oeil et c'est tant mieux. La présentation est plus claire. La page-titre mieux structurée, la deuxième page avec un sommaire et une rubrique des lecteurs tout indiquée.

J'apprécie aussi, depuis quelque temps seulement, hélas, les interviews ou critiques de films, auteurs, réalisateurs, musiciens, etc. Cela manquait.

On peut avoir des idées politiques et être un fana de rock ou de free-jazz.

La pagination est mieux organisée aussi. Vos dossiers, généralement bien étudiés, informent vraiment le lecteur (cf centrales nucléaires, procès Nestlé, etc.)

Je souhaite vivement trouver bientôt dans "La Brèche" un bimensuel (hebdomadaire, peut-être un jour ?) de vraies informations touchant tous les aspects de la vie quotidienne, à l'image d'un certain hebdomadaire politique français. Vos dossiers de dialectique politique, encombrés et coriaces, sont par contre casse-

Nous avons reçu cette semaine une contribution de lecteur qui souhaite trouver un jour dans la brèche de "vraies informations touchant tous les aspects de la vie quotidienne". Nous le souhaitons aussi. La politique ne se sépare pas de la "vie quotidienne". L'effort tenté dans la rubrique culturelle devrait se poursuivre sur ce plan-là.

Quant à la critique : "vos dossiers de dialectique politique, encombrés et coriaces, sont, par contre, casse-pieds", comment l'interpréter ? Est-ce la manière de présenter nos positions qui est en cause, ou ces positions elles-mêmes ? Nos dossiers centraux double-page ont pour but d'apporter une documentation et une analyse plus complets et plus cohérents que ce n'est possible à travers de simples "articles succints". La réflexion marxiste révolutionnaire n'en est-elle pas à ses balbutiements en Suisse ? Et s'il est trop pénible de lire de telles contributions après 9 heures de travail, voilà une bonne raison de "mettre le paquet" pour atteindre sans tarder la journée de 8 heures, et demain celle de 7 heures...

Lecteurs, à vos plumes !

la rédaction

pieds.

Mieux vaut de petits articles succints, directs, concentrés, accessibles après 9 h. de boulot quotidien.

Vivement les 40 heures, à la campagne également.

Salutations amicales
X.K.

fête bresche

UN GRAND SUCCES

"Nous avons senti que nous sommes capables de faire quelque chose en tant que collectif", déclarent nos camarades suisse allemands, dans le bilan qu'ils tirent de la fête "Bresche" qui s'est déroulée dans une ambiance très chouette le samedi 13 octobre.

"Avant la fête, nous nous posions surtout trois questions assez angoissantes: serait-ce une occasion pour un public de venir simplement en "consommateur" ? Serait-il possible de marier politique, culture et divertissement ? Cette fête pourrait-elle être une fête de toute la gauche, et pas exclusivement de la LMR ?"

Avec ses 2'000 participants, ses 35 stands de diverses organisations, ses innombrables orchestres — dont quelques prestations brillantes, Irène Schweizer, le quartet de Bourquin, le groupe Soho, pour ne citer qu'eux — ses multiples possibilités de flâner et de discuter dans le dédale de la Maison du Peuple Zurichoise, d'habitude si austère, la fête "Bresche" aura

apporté une réponse réjouissante à ces questions — sauf une: les débats politiques qui n'ont pas été les échanges d'expériences internationales, les confrontations fructueuses qu'on attendait.

Mais tout invitait les participants à ne pas rester passifs, à s'intéresser, s'approcher, admirer, critiquer — et

c'est sans doute le plus positif. Nos camarades n'ont pas ménagé leurs efforts. Partie comme la fête d'une organisation — de son journal — la fête de "Bresche" a bien fini: en musique, en fraternité.

A quand la fête de "la Brèche" ?

F.G.

ALI-BABA ET
LES 40 H !



VOUS AUSSI,
SOUSCRIVEZ !

RML, ZURICH, CCP 80 - 44 457
mention "40 heures"



inprecor

N°60 21 octobre 1976

CHINE :

L'élimination des "radicaux" - Mao dans la révolution chinoise. S.S. Wu.

POLOGNE :

Solidarité avec les travailleurs, dossier.

FRANCE :

Le plan de la dernière chance, Pierre Julien.

R.F.A. :

Le dilemme du SPD, Werner Hülsberg.

GRECE :

Procès d'Athènes : défaite pour Caramanlis.

ESPAGNE :

Premier meeting public de la IVème Internationale.

PANAMA :

Répression massive, Gêrardo Solorzano.

MEXIQUE :

Unification des marxistes-révolutionnaires.

PALESTINE :

La ligne de l'OLP... Réponse de Sélim Accaoui.

IRLANDE :

Sauvons les Murray !

L'USS LANCE UNE INITIATIVE 40 h.

La lenteur pour ne pas faire peur ?

En fin de compte mais à contre-cœur l'Union Syndicale Suisse nous aura à moitié donné raison. Lorsque nous avons lancé l'initiative du POCH/PSA/LMR nous savions qu'elle permettrait surtout de relancer dans le mouvement ouvrier le débat et la mobilisation autour de la réduction du temps de travail. Tout le monde saura désormais que c'est à ces "gauchistes" qu'on doit le fait que l'USS ait ressorti de son tiroir une revendication inscrite à son programme depuis 46 ans ! Canonica l'a dit: nous sommes "obligés". Coïncée entre une extrême-gauche qui la talonne et un patronat qui ne cède rien, l'USS a dû lancer son initiative pour les 40 heures, s'engager à son tour "sur le terrain politique".

Mais alors pourquoi n'avoir pas, plus simplement, appelé à voter OUI le 5 décembre ? Pourquoi se camper sur une position intenable — et d'ailleurs de moins en moins tenue par différentes fédérations, sections ou cartels syndicaux, sans parler du Parti socialiste — en appelant à refuser l'initiative du POCH/PSA/LMR ? Pourquoi commencer par vouloir perdre la première bataille ?

L'USS se veut plus "réaliste". Ce faisant, elle vide les 40 heures de leur contenu avec l'espoir de rendre cette diminution du temps de travail conciliable avec le maintien d'une "franche" collaboration des "partenaires sociaux".

D'abord, en repoussant l'échéance. Pour l'USS, les 40 heures ne doivent que "corriger" à long terme l'un des "défauts" du capitalisme suisse: son temps de travail exceptionnellement long. Certes, toute diminution de l'horaire sera bonne à prendre. Mais dans 8 ans, le patronat suisse aura réussi, en profitant des effets du chômage, des rationalisations en cours et surtout du manque de riposte syndicale, à augmenter l'intensité du travail au point qu'une diminution d'horaire ne lui fera plus peur: l'augmentation de la productivité réalisée dans les années à venir compensera largement les effets des 40 heures; les salariés travailleront moins longtemps mais plus vite et surtout pas un nouveau poste de travail ne sera créé.

Ensuite, en abandonnant les 40h. pour tous, en refusant une réglementation uniforme du temps de travail maximum pour toutes les catégories, l'USS renonce en fait à lutter contre ces milliers de cas où les salariés sont surexploités — surtout les femmes et les immigrés — à des horaires de 45, 48, 50 heures et plus pour des salaires plus bas la moyenne.

En fait de "réalisme", l'USS choisit donc une voie illusoire. En voulant, comme elle le dit, "assurer aux travailleurs leur part aux fruits du progrès", elle veut faire croire que les salariés y trouveront leur compte en attendant encore cinq à dix ans et en acceptant des horaires plus élevés dans la construction, l'hôtellerie ou certaines autres catégories !

Nous l'avons répété maintes fois: ces "fruits du progrès", les travailleurs peuvent les exiger maintenant et pour tous. La productivité moyenne de l'industrie suisse a crû de 10 à 15 o/o durant les deux dernières années de crise et une réduction de l'horaire de 10 à 15 o/o n'est donc que justice dans la propre logique syndicale.

De plus, que ce soit aujourd'hui ou dans 5 ou 8 ans, un problème subsistera de toute façon: le patronat ne va pas abandonner pour autant le stress dans les ateliers, les magasins, les bureaux, la pression aux heures supplémentaires, les rationalisations et l'accélération des cadences. Faire croire, comme l'USS, qu'on éviterait cela en repoussant les échéances, c'est accepter que les seuls "fruits du progrès" pour les travailleurs sont l'épuisement nerveux et physique supplémentaire, les licenciements et les changements de postes ! Sans doute, aucune initiative, pas même la nôtre, ne peut résoudre cette question. Mais un vote massif pour le OUI le 5 décembre peut en revanche favoriser le rapport de force pour tous les salariés, préparer la bataille contre l'intensification du travail et le chômage dans les prochaines conventions.

En 1975, lors du Congrès de l'USS, les Associations Patronales promettaient à l'USS des négociations prochaines sur les 40 heures. Rien n'est venu et Canonica le savait d'avance. Aujourd'hui, l'USS prétend "faire pression" sur le patronat en lançant son initiative. Mais l'introduction des 40 heures y est si bien échelonnée que les secrétaires syndicaux eux-mêmes espèrent que leur initiative sera inutile, qu'ils pourront la retirer après quelques années contre un compromis douteux dans les conventions collectives. Qui croit encore à cette "politique de pression" ? La presse bourgeoise et patronale en tous cas pas, elle qui appelle le patronat à négocier une première réduction des horaires pour rendre l'initiative syndicale "inutile".

Quant à nous, nous savons que le patronat fera tout pour faire traîner le plus longtemps possible l'application des 40 heures. Déjà s'annonce une prochaine récession dans un à

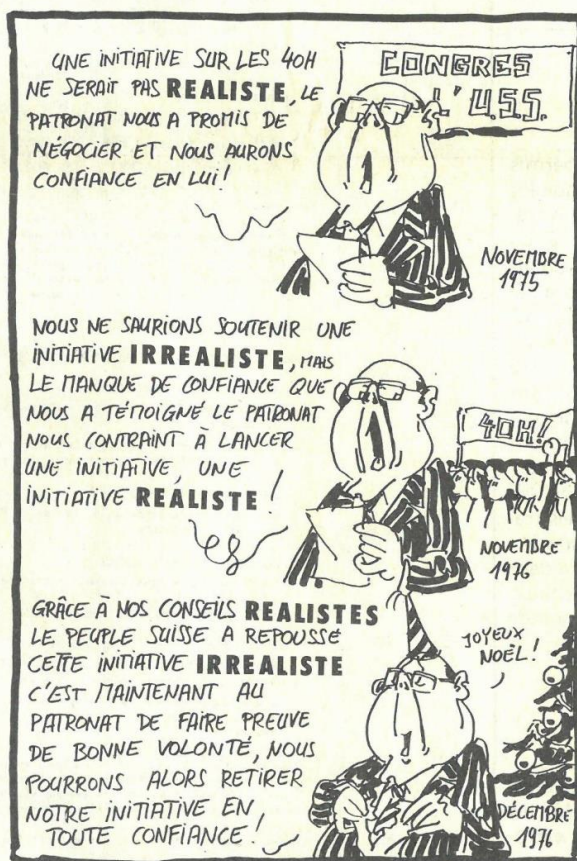
deux ans. L'époque facile des conquêtes progressives, échelonnées dans le temps parce que le capitalisme connaissait une expansion continue, est maintenant révolue. L'USS ne l'a pas encore compris et croit encore au "partage des fruits du progrès" ! Mais le patronat sait fort bien qu'il pourra revenir en arrière lors de la prochaine crise pour dire que les "40 heures sont encore impossibles".

A cela il faut répondre dès aujourd'hui; en votant OUI le 5 décembre pour engager la bataille pour une réduction radicale du temps de travail dans les meilleures conditions de départ possible.

En préparant dans les assemblées syndicales et dans les entreprises des discussions sur les 40 heures, comment les obtenir à court terme, sans diminution de salaire, sans augmentation des cadences. Ces discussions pourront déboucher sur une nouvelle manière de négocier le renouvellement des conventions collectives, qui ne pourra pas se faire sans la participation des concernés, et que seule la base peut imposer: négocier sur la base d'une plateforme adoptée par les travailleurs de chaque branche, dont l'objectif central doit être les 40 heures, et avec pour moyen de pression la mobilisation des travailleurs.

En 1973, en quelques heures de débrayage, les hospitaliers genevois avaient arraché une diminution de deux heures sans baisse de salaire. C'est de ce côté que sont les véritables "moyens de pression": dans la mobilisation, l'action collective, le débat démocratique, la grève.

M. Rivière, 24 octobre 1976.



Le surréalisme de l'USS....

LES CATEGORIES DE TRAVAILLEURS QUE L'INITIATIVE DE L'USS "LAISSE TOMBER":

Qui sont les travailleurs "sacrifiés" ?

Ceux qui sont salariés dans les: "cliniques et hôpitaux, maisons et internats, cabinets médicaux et dentaires, hôtels, cafés, brasseries et établissements d'eaux minérales, entreprises d'exploitation touristiques, industrie automobile, transports aériens kiosques, commerce de fruits et légumes, fabrication de conserves, cidreries, commerces de vins avec pressoir, entreprises sylvicoles, énergie électrique, gaz, eau, bâtiment et génie civil, carrières, rédactions de presse, radio-TV, théâtres, cinémas, cirques, surveillance, gardiennage, parcs et piscines." (ordonnance II de 1966, dérogation à l'art. 9, fondée sur l'art. 27 de la Loi sur le Travail).

L'initiative de l'USS ne pourrait pas être votée, selon les lenteurs habituelles de la majorité bourgeoise du Parlement, avant 3 ou 4 ans. Ensuite il faudrait encore attendre 3 à 4 ans de réduction progressive pour que les premières catégories de travailleurs bénéficient du maximum légal de 40 heures.

Mais l'initiative distingue encore "les travailleurs font l'objet de dispositions spéciales (art. 27 de la Loi sur le Travail)", pour qui "la législation détermine comment la durée du travail maximum sera réduite progressivement".

Chronique des Comités 40 h

Genève:

L'UNITE S'AMORCE AUTOUR DES 40 HEURES

Cas exceptionnel en Suisse, la quasi totalité du mouvement ouvrier genevois, FTMH comprise, appelle à voter OUI le 5 décembre ! Une réunion de l'Union des Travailleurs contre la Crise (syndicats USS, syndicats chrétiens, PSG, PdT, MPF, ATEES, CLI, etc...) l'a décidé cette semaine. Sans doute, pour beaucoup, l'initiative du POCH/PSA/LMR est-elle trop "ultimatisée" (délai d'un an) mais du moins, contrairement à l'USS, la majorité comprend-elle la nécessité de ne pas engager la bataille pour les 40 heures dans les plus mauvaises conditions possibles face au patronat....

Dès septembre, le Comité pour les 40 heures (LMR, JS, Tribune Ouvrière, Médecins Progressistes), appuyé par la FST, la VPOD, les syndicats chrétiens FCOM, FCES, FChP et la section Rive-Gauche du PSG, a appelé à une journée d'action unitaire de tout le mouvement ouvrier genevois pour les 40 heures, comme cela avait déjà eu lieu lors du mouvement des hospitaliers pour les 300 frs. / 40 heures en 1973. Hésitant pour des raisons formelles à collaborer publiquement avec le comité pour les 40 heures, l'UTC s'est néanmoins décidée à proposer un appel séparé pour un Meeting-débat unitaire des travailleurs le 19 novembre à la salle du Faubourg. On peut certes regretter l'opposition de certains à toute collaboration avec ceux qui ont non seulement lancé et fait aboutir l'initiative, mais surtout activement stimulé depuis 1973 la popularisation de cet objectif de lutte dans le mouvement syndical et les assemblées de travailleurs (p. ex. mouvement des hospitaliers ou assemblée de la métallurgie). D'autant plus que l'unité effective sur un objectif commun (les 40 heures et le OUI à l'initiative) aurait dû permettre une unité d'action effective, sans exclusive formelle.

L'essentiel néanmoins reste qu'une manifestation unitaire puisse avoir lieu, donnant la parole au Comité pour les 40 heures dans le cadre du meeting et qu'un débat ouvert et positif puisse s'y engager sur la réduction du temps de travail et les moyens de l'imposer.

Si tout le mouvement ouvrier genevois savait en effet user de sa force de mobilisation qui se dessine dans la position de vote et l'organisation du meeting, nul doute en effet qu'il saurait faire céder le patronat ! En quelques heures de grève sui vies d'une large mobilisation, les hospitaliers genevois avaient arraché deux heures en 1973. Actuellement, dans la fonction publique, dans la typographie (où se déroule une consultation sur un préavis de grève pour les 40 heures), les 40 heures sont à l'ordre du jour. Les premiers pas unitaires qui s'amorcent aujourd'hui dans la campagne pour l'initiative devraient donc devenir l'occasion de préparer l'unité pour l'action et la mobilisation pour arracher une réduction du temps de travail !

De son côté, le Comité pour les 40 heures développera sa propre campagne dans les quartiers, certains secteurs encore peu touchés. Et il prévoit déjà, après le 5 décembre, de tirer le bilan de cette première étape et des moyens de poursuivre.

Correspondant genevois

Lausanne:

L'UNION SYNDICALE DE LAUSANNE

organise

en marge des initiatives demandant les 40 heures

UNE JOURNÉE SYNDICALE DE REFLEXION ET DE FORMATION

DIMINUER LE TEMPS DE TRAVAIL ? POURQUOI ? COMMENT ?

La journée aura lieu au CONGRES PAROISSIAL D'ONCHY (ch. Beau-Séjour 1)

Le 20 NOVEMBRE 1976

9.00 Salutations
9.10 Présentation du thème de la journée
9.30 Création de groupes de travail par thème, préparation du débat de l'après-midi

1. Diminution du temps de travail, répercussion sur les postes de travail.
2. Diminution du temps de travail, répercussion sur la vie personnelle.
3. Diminution du temps de travail, répercussion sur la vie économique.
4. Diminution du temps de travail, autres solutions.
5. Plus de loisirs, pourquoi? Quels loisirs?
6. Diminution du temps de travail, stratégie syndicale.

12.00 Apéritif offert par l'Union syndicale de Lausanne
12.30 Repas
14.00 DEBAT, avec la participation de MM.
Jean OLIVIER, secrétaire de l'USS
Olivier PATTELOU, membre du comité 40 HEURES
Un secrétaire patronal des groupements patronaux
Jean-Christophe LAMBERT, économiste, prof. univ.
Marc OLIVIER, médecin
Jean-Claude JAGGI, sociologue

16.30 Synthèse de la journée
17.00 Cloture de la journée

Prix de la journée: Fr. 15.-, y compris repas.
Inscriptions jusqu'au 12 novembre, auprès de

rejoignez les comités!

DUBIED :

Les remous politiques de la grève

La grève de Dubied va jouer un rôle important pour l'avenir du mouvement ouvrier suisse et des rapports entre les classes à l'échelle de tout le pays.

D'abord, par ce qu'elle exprime : le mécontentement accumulé par les travailleurs et leur capacité — bien surprenante pour ceux qui doutent à tout jamais d'un changement du climat social en Suisse — de l'exprimer, en engageant quelques grèves dures et relativement longues (1 mois pour

Dubied). Ensuite, par ce qu'elle ouvre comme perspectives : la confrontation avec le patronat, la prise en charge directe de leurs problèmes par les travailleurs eux-mêmes, d'une manière qui rompt totalement avec les habitudes de la paix du travail.

Mais pour l'heure, essayons de décrire les répercussions qu'a eues la grève de Dubied dans la région neuchâteloise.

Couvet, "zone sinistrée" ?

En luttant contre la diminution de leurs salaires, les Dubied ont mis en évidence la division de la société en deux classes antagonistes : ceux qui détiennent les capitaux et ceux qui n'ont que leurs bras et leur tête pour vivre. La grève chez Dubied, c'était une lutte pour la répartition des profits réalisés par l'entreprise. Les actionnaires jugeaient que dans la situation présente ils pouvaient se permettre d'augmenter encore la part de leurs profits sur le dos des travailleurs, sans grands risques : ils se sont trompés !

Dans la région touchée par la grève, cette polarisation sociale entre les deux classes a prolongé ses effets à travers toutes les sociétés et associations censées représenter "l'union de tout le peuple", du club de football à la société de chant en passant par l'église. La presse aux ordres s'est fortement inquiétée de cet aspect-là.

"C'est au sauvetage de la com-

munauté Dubied qu'il faut penser... Au-delà de l'avenir de la communauté Dubied c'est à celui du village de Couvet qu'il faut penser, Couvet qui peut être déclaré "zone sinistrée" sur le plan des relations humaines. Le drame est profond et il faudra plusieurs années pour cicatriser des plaies dans des familles, des sociétés... C'est dans des moments aussi difficiles que celui-là que l'on juge de la valeur des qualités exaltées un soir de premier août par exemple." (Impartial, 1er septembre 1976, Baillod).

Ce qui effraie Gil Baillod, l'éditorialiste de l'Impartial, c'est qu'il découvre que par la grève, un grand nombre de travailleurs apprennent à reconnaître leurs adversaires, et qu'ils commencent à comprendre le rôle de l'Etat, les positions réelles des partis politiques, la différence entre les discours de premier août et la réalité.

La grève dans une petite ville

Dans une petite ville à caractère campagnard, comme Couvet, les chocs d'intérêts apparaissent beaucoup plus ouvertement au moment d'une grève que dans l'anonymat d'une grande ville, cela exprime aussi l'emprise plus forte que le patronat exerce dans une telle région, où il a pu créer l'illusion que c'est lui qui fait vivre la région, où il est quasiment impossible d'avoir une pensée indépendante, bref de rouspéter, sans que le patron ne le sache ! La vapeur accumulée pendant des années — voire des décennies — a soulevé le couvercle de la marmite...

Dans le reste du canton, les réactions ont fait apparaître le même clivage. Les collectes devant les entreprises, les ventes du journal de

grève, les stands en ville ont permis de révéler le soutien effectif que les Dubied ont rencontré parmi les travailleurs neuchâtelois. Même à La Chaux-de-Fonds, où l'idée circulait que les Dubied étaient des "privilegiés" (le salaire est réparti sur 12 mois dans l'horlogerie, ce qui pouvait faire croire aux horlogers que le 13ème mois chez Dubied était un "privilege"), les collectes organisées par le comité de soutien devant les grandes entreprises étaient largement appuyées (à PORTESCAP par exemple, plus de 90 o/o des travailleurs ont versé). Mais ce soutien n'est pas allé jusqu'à descendre dans la rue, et peu de travailleurs chaud-fonniers ont participé à la grande manifestation de Neuchâtel.

LES PARTIS POLITIQUES FACE A LA GREVE

La proximité des élections cantonales, qui ont lieu au printemps 1977, a forcé la plupart des partis à agir de manière "souple" pour préserver leur électorat.

Le Parti Libéral s'est prononcé résolument contre la grève. Sa base sociale, réactionnaire, se trouve largement dans les couches non-salariées et les employés ou cadres supérieurs.

Pour les libéraux, "Une crise économique provoque inévitablement une dégradation du niveau de vie de chacun". Argument classique des patrons : "SERREZ-VOUS LA CEINTURE, NOUS ON EST TROP GROS, ON PEUT PAS".

Le Parti Radical, parti de la bourgeoisie industrielle, a été plus emprunté, car — malheureusement — encore nombre d'ouvriers et de salariés votent pour le parti radical... Il a évité de se prononcer sur la grève elle-même, se contentant de rappeler que... "le pourrissement de la grève est une catastrophe pour les travailleurs, pour leurs familles, pour l'entreprise, pour le Val-de-Travers et pour le canton". Mais... on n'a jamais vu le parti radical se manifester lorsque des travailleurs

sont licenciés, lorsque des salaires sont baissés : dans ces cas-là, les radicaux ne parlent pas de catastrophe !

Le Parti Socialiste s'est retrouvé dans de graves contradictions, conséquences de son orientation réformiste très timide et de son insertion profonde dans l'appareil d'Etat, à tous les niveaux. De nombreux grévistes, plusieurs membres du "comité de grève" étaient affiliés au PS. Même si ce n'étaient pas eux qui ont déclenché le mouvement, ils ont effectivement participé à la grève, pendant que d'autres socialistes continuaient à travailler. Le parti socialiste a participé au soutien et à la popularisation de la grève, du moins son aile gauche plus active.

A première vue, rien à reprocher au PS. Et pourtant, ce n'est là que l'une de ses deux faces.

En effet, pendant que les militants de base et les ouvriers socialistes de Dubied soutenaient la grève, quelques dirigeants de ce parti — et surtout, ses "élus" au Conseil d'Etat — s'acharnaient à "tirer dans les pattes" des grévistes. Difficile de soutenir une telle grève, qui déclare

la guerre aux tribunaux arbitraux, et de vouloir en même temps "faire respecter l'Etat de droit"... Ce fameux "Etat de droit" qui ne signifie rien d'autre dans la pratique que la protection que l'Etat bourgeois accorde aux patrons pour exercer leur "droit" absolu à licencier, baisser les salaires, fermer des usines... !

Quand les travailleurs veulent se défendre réellement, ils s'aperçoivent qu'ils n'ont pas trente-six moyens à leur disposition : occupation des locaux à Bulova, blocage des portes de l'usine à Dubied. Et là, l'Etat intervient... officiellement, "médiateur", l'Etat est prêt à intervenir par la force. Le "socialiste" René Meylan, le prétendu "médiateur" de Bulova et Dubied, disait durant l'occupation de Bulova :

"(Si l'entreprise s'adresse au juge et porte plainte,) le recours à la police peut être requis, et il faudra y aller !" (Impartial, 24 janvier 76).

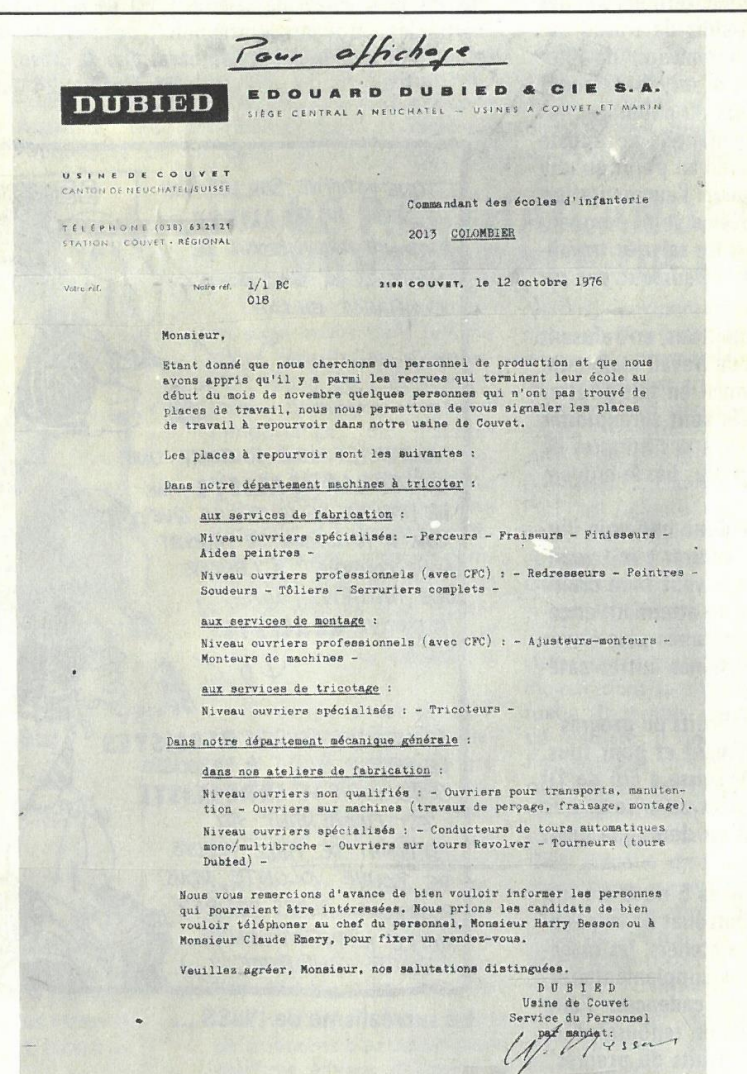
La division a donc passé durant la grève de Dubied à l'intérieur du PS. Pendant que le PS participait au comité de soutien de Neuchâtel, (que les grévistes de Marin notamment, dans une résolution publique, souhaitaient le plus unitaire possible) aux côtés des autres organisations de gauche, le conseiller d'Etat Meylan dénonçait ces comités parce qu'ils présentaient la grève comme un exemple à suivre !

Le parti socialiste est "coincé" entre une pression de la base qui soutenait ou participait à la grève et la droite des notables, après défenseurs de la paix du travail et de l'Etat de droit : des personnages qui sont "socialistes" pour favori-

Fonds). Pas mal de travailleurs, qui précédemment n'allaient pas voter, iront peut-être voter pour la première fois depuis longtemps, et choisiront les listes PS, croyant voter "efficacement" pour un parti représentant les ouvriers. Il faudra plusieurs Dubied et plusieurs années d'intervention de la gauche révolutionnaire pour que, avec l'illusion de la paix du travail, tombe aussi aux yeux de ces travailleurs l'illusion que le PS peut défendre de manière conséquente leurs intérêts. Il n'empêche qu'avec une base et un électorat plus actifs, le PS, tout comme les syndicats et le POP, seront obligés de tenir beaucoup plus compte de la volonté d'unité que cette base exprimera chaque fois que des luttes se produiront. Les marxistes révolutionnaires sauront saisir cette chance de multiplier des actions unitaires de tous les travailleurs, car elles seules permettront aux travailleurs de faire plier le patronat et les dirigeants politiques bourgeois.

Le Parti Ouvrier Populaire (Parti du Travail) a également soutenu la grève. Mais le conflit se déroulait (Val-de-Travers et Neuchâtel) dans les régions du canton où il est le moins implanté. Réduit à intervenir durant le déroulement de la grève au travers de son quotidien, la "Voix Ouvrière", celle-ci a révélé jour après jour les contradictions, politiques du POP. Certes, il n'est pas indifférent qu'un quotidien — même à faible diffusion — relate la grève de manière moins manipulatoire que la presse bourgeoise, et lance par exemple des invitations à manifester dans la rue ou à souscrire. (Mais l'appel lancé à Genève par la VO (aux côtés du cartel syndical et d'autres organisations traditionnelles) à manifester dans les rues de Genève a été suivi par à peine 300 personnes...). Et surtout, se contentant de décrire le déroulement de la lutte, la VO est restée systématiquement "neutre", et parfois même silencieuse lorsque se dessinaient les manœuvres des secrétaires de la FTMH pour ravir aux grévistes le contrôle démocratique sur leur lutte. Ce n'est qu'après coup — quand déjà les "faits accomplis" avaient tout décidé — que la VO a esquissé quelques critiques bien discrètes à Meylan, et très indirectes à Ghelfi. Le samedi 4 septembre (au moment où la grève était déjà, de fait terminée), la VO écrit : "La lutte n'est pas finie chez Dubied. (...) Ils reprennent le chemin de l'usine plus unis que jamais". Au moment où ce numéro est diffusé, plusieurs centaines de travailleurs sont en colère, parce qu'ils s'aperçoivent qu'on les a fait voter la reprise du travail pour de vagues promesses. Ce n'est pas tout à fait "l'unité" idyllique dont parle la VO...

Cette colère et la manipulation syndicale n'apparaissent pour celui qui sait lire entre les lignes que... des semaines plus tard ; le 16 octobre par exemple : "De nombreux grévistes ont voté pour la reprise du travail parce qu'ils étaient convaincus que cette somme (le fameux million, réd) serait répartie en 1976". Oscillant entre le constat que la paix du travail n'a guère servi les intérêts des travailleurs, et le refus de toute critique ouverte à la politique des dirigeants syndicaux, le Parti Ouvrier Populaire n'a donc pas d'autre perspective à offrir aux travailleurs combattifs que, dans la pratique, suivre les directives des secrétaires syndicaux, en attendant de pouvoir "voter POP" aux prochaines élections. Tout ce que le POP avait à offrir aux grévistes était la promesse que les députés du POP interviendraient au Parlement cantonal et au Parlement fédéral pour demander... que l'Etat intervienne "en faveur des travailleurs". Ici, on re-



La direction de Dubied, en train de préparer la fermeture de l'usine de Marin et de licencier ainsi de manière plus ou moins déguisée des dizaines de travailleurs, a fait afficher une lettre d'offre d'emploi dans les couloirs de la caserne de Colombier ! Des recrues nous l'ont fait parvenir.

S'il fallait un exemple de ce que signifie la "restructuration" pour les capitalistes, en voilà un : on licencie d'un côté... on engage de l'autre ! On supprime le 13ème mois, et on engage de nouveaux ouvriers, qu'on croit plus "dociles", et qui surtout, accepteront peut-être des salaires plus bas. La direction de Dubied veut ainsi profiter du haut taux de chômage dans les ER : entre 20 et 25 o/o cet automne. Soldat, sous l'uniforme, tu restes un travailleur !

ser leur carrière personnelle et pas du tout pour défendre en quoi que ce soit les intérêts immédiats des travailleurs. Cette contradiction se retrouve également dans "Démocratie Socialiste", qui réaffirme le principe de la paix du travail, mais... pas à n'importe quelles conditions ; qui réaffirme le principe de l'Etat de droit... à "mettre au service des travailleurs et non pas du capital comme c'est le cas actuellement". Mais, comment mettre la défense de la propriété privée "au service des travailleurs"... tant que les patrons gardent la propriété des usi-

nes ? "Démocratie Socialiste" ne le dit pas... et pour cause, c'est impossible !

Est-ce à dire que le parti socialiste ne va pas "profiter" électoralement de la grève Dubied, grâce au soutien qu'il a affirmé aux travailleurs de Dubied ? Il va certainement en profiter. Mais son langage "de gauche" ne suffira pas à masquer que ce parti est en fin de compte dominé par Meylan & Cie, des hommes qui défendent consciemment le patronat contre les travailleurs (voir ci-dessus l'attitude de Meylan durant l'affaire IGR à La Chaux-de-

ENROUÉ, BUREAUCRATIQUE, LE CONGRÈS FTMH ?

Les représentants de la FTMH à l'USS ont refusé même le lancement de l'initiative 40 H de l'USS. Ils se situent plus à droite que la majorité des autres fédérations.

Mais pas plus que la grande défaite syndicale dans l'horlogerie (voir ci-contre), l'attitude des dirigeants de la fédération lors des deux grèves de Matisa et Dubied, ne feront l'objet de véritables débats démocratiques lors du Congrès de la FTMH qui se tiendra du 10 au 13 novembre à Berne. Au contraire, "la FTMH prépare sérieusement cette grande réunion". En d'autres termes, les thèmes de débats et les délégués sont dans la grande majorité des sections cantonales **triés sur le volet** par les secrétaires. A Lausanne, par exemple, nous croyons savoir que c'est le comité de section lui-même qui a "désigné" les délégués au Congrès !

GHELFİ FOR PRESIDENT

Pour la succession au poste de Président de la fédération, occupé ces dernières années par Hans Mischler, la "Lutte syndicale" note que... "le comité fédératif a reconnu le droit de nos collègues romands d'assumer la présidence de la fédération". Les candidats : **Gilbert Tschumi**, qui se flatte de pouvoir obtenir des concessions du patronat horloger sur la réduction du temps de travail, alors qu'il vient de subir une défaite supplémentaire avec la sentence arbitrale du 7 octobre (voir ci-contre), **André Ghelfi**, le secrétaire déserteur de Matisa et manipulateur de Dubied. On cite aussi les noms de Roger Besuchet et Pierre Schmid. André Ghelfi deviendra probablement Président de la FTMH, car il bénéficie d'un double soutien : celui des dirigeants de la droite syndicale suisse-allemande et celui... du patronat de l'ASM : Dubois & Cie (voir la circulaire de l'ASM publiée dans le No 143 de la Brèche).

LES 40 HEURES

A part ça, noyées parmi 128 propositions, quelques motions isolées discutées en quatrième vitesse, le dernier jour, si Mischler veut bien ne pas parler trop longtemps... Citons : une proposition pour soutenir l'initiative des 40 H le 5 déc. (Delémont), une proposition de la Conférence nationale "femmes" qui demande de "ne plus renouveler, ni conclure des conventions collectives de travail avant qu'un plan concret n'ait pu être convenu avec les organisations patronales respectives sur les dates et les étapes d'une réduction successive de la durée hebdomadaire du travail". Et encore (Zürich) : "L'augmentation de la productivité, ainsi que celle des bénéfices, malgré la récession et l'horaire de travail massivement réduit, prouvent qu'il est temps de réaliser au plus vite la diminution par étapes de l'horaire hebdomadaire, pour atteindre 40 heures sans perte de salaire". (souligné par nous)

LES TRAVAILLEURS IMMIGRÉS

Enfin, les travailleurs immigrés pourront être contents : "le projet de conception de l'activité de la FTMH pour les travailleurs étrangers" sera présenté par **Agostino Tarabusi**. Tiens ! Tiens ! Dans la Brèche No 83 (6.12.73), nous avons déjà rencontré ce personnage, qui s'exprimait ainsi lors d'une séance du comité fédératif de la FTMH en nov. 73, à propos des activités politiques des travailleurs immigrés : "Moi, je me demande si on est pas arrivé à un point de savoir, si les problèmes qui se posent aujourd'hui doivent être réglés par les partenaires conventionnels ou par la POLICE FEDERALE?" sans commentaire...

F.G.

Horlogerie : UN SILENCE SIGNIFICATIF DE LA FTMH !

le 7 octobre dernier, le Tribunal arbitral Horloger (TAH) annonçait que les travailleurs de l'horlogerie n'auront pas de réajustement de salaire de 2 x 20 cts en 1975, comme le revendiquait la FTMH, ni l'acompte d'août 1976.

La FTMH avait fait appel au TAH lors du refus patronal d'appliquer la convention en... juin 74, s'appuyant sur une enquête financière dans certaines entreprises horlogères, le TAH a estimé que les circonstances économiques justifiaient le refus patronal de compenser l'augmentation du coût de la vie !

COMME A DUBIED...

C'est le même coup que le tribunal arbitral avait fait aux travailleurs de Dubied : remettre en cause des acquis inscrits dans la convention collective ! Et comme à Dubied, la FTMH a marché dans la combine et signé la sentence arbitrale...

DEJA EN 1972 !

Alors que la conjoncture en était encore à l'expansion, la FTMH avait déjà fait appel une première fois au TAH. Elle l'avait fait pour couper court aux nombreuses propositions faites dans des assemblées syndicales pour passer à l'action, par des débrayages et des manifestations, afin d'obtenir le réajustement intégral. Les dirigeants syndicaux avaient tout fait pour éviter l'action directe et remettre le litige au TAH. Il ne fallut pas moins de 18 mois à ce "tribunal" pour prononcer sa sentence, qui équivalait à une perte globale de l'ordre de 120 million de fr. pour les 80'000 travailleurs que comptait encore l'horlogerie.

Cette capitulation des dirigeants syndicaux a permis ensuite au patronat

d'oeuvrer librement, sans craindre des travailleurs désarmés. La restructuration des entreprises et les conséquences de la récession ont pu être intégralement reportées sur le dos des ouvriers et ouvrières, avec le consentement tacite de la direction syndicale, puisque celle-ci estime qu'elle assume la défense des intérêts bien compris des travailleurs en appuyant le patronat pour que la situation de l'horlogerie en général s'améliore. En d'autres termes, la direction syndicale veut faire croire que c'est en ne défendant pas les intérêts des travailleurs horlogers qu'elle les défend le mieux...

Pas étonnant qu'après la sentence du TAH du 7 octobre, la FTMH ait observé le silence le plus absolu. Aucune déclaration ! La lutte syndicale s'est contentée de publier le communiqué paritaire, sans aucune remarque sur le jugement. Ce silence n'a pas seulement pour conséquence une perte du pouvoir d'achat continue depuis 1972, mais surtout une passivité complète de la direction syndicale dans les cadres des négociations conventionnelles : la Convention Horlogère a été reconduite de facto d'année en année, entre 1975 et 1977.

Pendant ce temps, l'emploi dans l'horlogerie est passé de 89'000 postes de travail en 1971 à 55'000 postes en 1976 !

L'UNITE DE TOUS LES TRAVAILLEURS OPPOSES A LA PAIX DU TRAVAIL

Un nombre croissant de travailleurs se rendent compte que la défense des travailleurs et particulièrement ceux de l'horlogerie, passe par une bataille contre la direction syndicale, qui

ne respecte qu'une démocratie formelle dans la FTMH, une démocratie qui s'arrête bien haut dans les structures et s'appuie sur un règlement qui va de pair avec la paix du travail, c'est-à-dire évite que la masse des travailleurs prenne en charge eux-mêmes leur défense en utilisant le droit de grève. Pour mener la contre-offensive au patronat, pour éviter les nouveaux licenciements que le patronat prépare chez Bulova, Omega, Tissot, Longines, il faut aussi mener la bataille contre ceux qui refusent de la mener, et qui estiment que les syndicats leur appartiennent parce qu'ils en sont les secrétaires.

Tous les travailleurs qui s'opposent à la politique de la Paix du Travail doivent chercher l'unité, qu'ils soient syndiqués à la FTMH ou à la FCOM ou non-syndiqués. Toutes les formes de regroupements de travailleurs et travailleuses, les commissions ouvrières, les sections syndicales actives doivent chercher l'unité dans des campagnes d'information ou d'action contre le blocage des salaires et pour préparer les négociations de la convention en 1977 sur la base d'une plateforme combative :

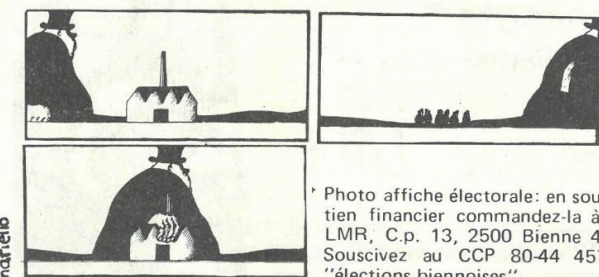
- CONTRE LA PAIX DU TRAVAIL
- CONTRE LES LICENCIEMENTS
- POUR LES 40 H. IMMEDIATEMENT SANS PERTE DE SALAIRE
- POUR L'ECHELLE MOBILE DES SALAIRES

C'est à cette tâche que les militants révolutionnaires consacreront leurs forces.

Bienne :

Une majorité de gauche peut-elle résoudre la question de l'emploi ?

La gauche biennoise : un parti socialiste très intégré de longue date, qui s'est installé dans la gestion de la ville, où coexistent un parti romand et un suisse-allemand ; le premier marqué par la jeunesse radicalisée a un programme de défense des travailleurs, mais une activité et une politique qui se limite à gérer les affaires communales. Le second, fortement lié aux fonctionnaires des syndicats, a de ce fait une ligne politique très collaborationniste de laquelle se distancient certains socialistes comme Arthur Villard. Cette politique l'a amené par exemple à accepter la fermeture de la General Motors sans s'opposer aux plans de la direction, alors que ce sont les socialistes des années 30 qui avaient tout mis en oeuvre pour faire venir GN à Bienne. Des concessions avaient été faites sur le plan fiscal, sur le plan du terrain pour attirer ce trust, et aujourd'hui les résultats sont là : les capitalistes de l'automobile, avec la crise, sont partis en licenciant un millier de travailleurs, dont une majorité d'immigrés.



Ce parti socialiste depuis de vingt ans a été le seul porteur des intérêts ouvriers, de par l'absence ou la faiblesse extrême du PdT (Parti du Travail). Et pour la première fois dans un cadre électoral, le PS et confronté à la présence active de l'extrême-gauche, particulièrement de la LMR, et à l'apparition du POCH qui se profile à Bienne à l'occasion de cette campagne.

L'Entente biennoise qui avait fait figure de seule opposition aux dernières élections ne s'est pas insérée dans le

mouvement ouvrier et n'apporte donc pas de réponse à la classe ouvrière face au chômage.

La LMR, en se présentant à la mairie, provoque un débat assez large — il n'y a que deux autres candidats, un radical, chef de la police et un socialiste droitier. Dans notre campagne nous expliquons la nécessité d'une réponse active des salariés à la crise. Nous mettons l'accent sur les limites de la politique au niveau d'une commune et des solutions gestionnaires apportées par le PS, et par là, sur les illusions que représente une majorité de gauche, pour répondre au chômage et aux licenciements.

Le PS, avec cette logique, a, durant les 4 dernières années, cautionné un budget anti-ouvrier, et, en concentrant ses efforts dans les institutions et les commissions de la commune, n'a pas préparé dans les syndicats, sur les lieux de travail, les conditions pour une réponse réelle, par la rupture de la paix du travail, au chômage et aux dégradations des conditions de vie et de travail.

Face à la fermeture de la GM et à la situation de chômage (le plus haut taux de chômage en Suisse) nous mettons particulièrement en avant dans cette campagne l'ouverture d'ateliers de formation pour les apprentis, de recyclage pour les chômeurs et de production, par exemple dans les ateliers vides de la GM. Cette revendication a déjà été formulée par les comités de chômeurs des années 30 qu'impulsaient les militants socialistes.

Le programme que nous présentons n'entend pas "équilibrer" les finances de la ville mais dénoncer la politique patronale qui s'exprime entre autre à travers des augmentations constantes des impôts indirects, par les restructurations et les licenciements. Dans ce sens la LMR vient de dénoncer publiquement la quatrième phase du plan de restructuration que prépare le trust Bulova. Elle vient de déposer au conseil municipal une pétition contre l'augmentation des prix des transports publics biennois (1750 signatures recoltées en 15 jours). Cette augmentation a d'ailleurs été remise en cause, période électorale oblige ! par le conseil de ville.

Correspondant biennois.

trouve en fin de compte les mêmes illusions que répand le parti socialiste au sujet de l'Etat bourgeois "mis au service des travailleurs". Seule différence : le POP n'est pas représenté au gouvernement neuchâtelois... Conséquence : le POP peut insister plus que le PS sur le fait que la victoire des travailleurs dans une grève comme Dubied dépend du "rapport de forces" que la classe ouvrière doit créer face au patronat. Mais il n'indique pas plus que le PS

la façon d'instaurer ce rapport de forces, car il lui faudrait alors indiquer comment surmonter le principal obstacle qui empêche les travailleurs de l'instaurer : la politique de paix du travail des dirigeants syndicaux, le manque de démocratie syndicale, etc.; et cela, il ne le veut pas.

Et les révolutionnaires ?

La politique des secrétaires syndicaux, qui est apparue au grand jour en fin de grève — et également

dans l'horlogerie, avec la sentence arbitrale, voir ci-contre — a dégoûté pas mal de travailleurs, qu'ils soient syndiqués ou non. Pourtant, il faut leur déconseiller de quitter le syndicat, ce qui n'aurait pour effet que de garantir la main-mise à long terme des dirigeants collaborateurs sur le syndicat. Il s'agit bien plutôt de renforcer les rangs des militants syndicaux combattifs, qu'ils se retrouvent dans la FTMH ou dans la FCOM, et de se regrouper en même temps à l'extérieur des syndicats,

pour ne pas être paralysés par le fonctionnement actuel extrêmement lent et anti-démocratique de la plupart des sections de la FTMH en particulier.

La grève de Dubied a donné un énorme élan aux positions défendues par l'extrême-gauche sur la nécessité de la grève et de l'organisation démocratique des travailleurs pour la lutte et durant la lutte. De plus, elle a permis de réaliser durant un mois l'unité de toutes les organisations du mouvement ouvrier sur

le plan neuchâtelois dans le soutien pratique à la grève, en liaison étroite avec le comité de grève de Marin notamment. Cet acquis essentiel pourra se prolonger, dans les prochaines luttes et dans l'immédiat, autour de la campagne pour l'introduction des 40 heures.

Beaucoup de choses peuvent changer en pays neuchâtelois.

sections Neuchâtel et La Chaux-de-Fonds de la LMR

La Brèche p. 5

HONGRIE 56:

Ils défendaient la démocratie des conseils ouvriers !

Il y a vingt ans, les travailleurs, paysans pauvres et soldats de Hongrie se sont rebellés, les armes à la main, contre les troupes soviétiques venues sauver les restes de la dictature bureaucratique stalinienne.

Traînés dans la boue par les partis communistes du monde entier, salués par tous les anti-communistes (y compris sociaux-démocrates) comme les héros d'une liberté "impossible" en société socialiste, ces combattants sont restés tragiquement seuls dans leur combat. Car ils ne défendaient que leur droit à construire eux-mêmes une société socialiste à leur mesure, sans troupes d'occupation et sans bureaucratie policière, assurant les libertés démocratiques les plus larges aux masses laborieuses sous le contrôle des conseils ouvriers qui aient leur confiance et expriment directement leurs besoins.

Leur révolte venait de loin. Après la guerre, l'écrasement de la dictature fasciste de Horthy sous les coups de l'armée Rouge avait suscité des espoirs en une société nouvelle. Chassés avec Horthy, les grands propriétaires terriens, les bourgeois industriels laissaient derrière eux à l'ouvrier l'espoir d'en finir avec l'exploitation, au paysan celui d'avoir sa terre. Mais la bureaucratie stalinienne, contrôlant l'économie étatisée et le pouvoir politique, leur impose sa botte: "réparations de guerre", industrialisation excessive au prix de l'amélioration des conditions de vie des masses, collectivisation forcée des paysans, le tout couronné d'un régime de terreur dirigé par Rakosi.

Militant du parti, Imre Nagy s'y oppose à plusieurs reprises mais ne comprend jamais qu'on ne corrigerait pas ce régime sans extirper le mal à sa racine: le contrôle du pouvoir par la bureaucratie.

Les travailleurs hongrois, communistes souvent, le saisirent plus clairement. Depuis le XXème Congrès du PCUS, la bureaucratie engageait la "déstalinisation", critique de la "personnalité" de Staline pour conserver l'essentiel de la domination bureaucratique. Krouchtchev essaya lui-même de réconcilier Rakosi et Nagy. Mais pour les masses hongroises, la "déstalinisation" avait un sens plus profond et concret: éliminer et juger les dirigeants corrompus, soutenir un Nagy pour développer derrière lui le pouvoir direct des conseils ouvriers, restaurer les droits démocratiques les plus larges pour les masses laborieuses, réorganiser le plan selon les besoins des masses, armer les conseils ouvriers pour défendre cette république naissante des conseils.

Abandonnés par le mouvement ouvrier international, les travailleurs hongrois n'ont pu vaincre. Aujourd'hui, la situation est différente. Les luttes ouvrières en Europe capitaliste, les voix nouvelles qui s'élèvent (y compris dans les PC malgré leur peu de clarté) pour protester contre la restriction des droits démocratiques en URSS et dans les "démocraties populaires" sont des atouts puissants pour renforcer une opposition socialiste et révolutionnaire dans ces pays. En 1968, les travailleurs tchécoslovaques se sont encore laissés surprendre à leur propre illusion que l'armée soviétique n'interviendrait pas. La preuve est donnée: la bureaucratie soviétique ne laissera pas contester sa domination sans riposte. Les combattants hongrois de 1956 ont su montrer comment il est possible d'en venir à bout (pour autant que le mouvement ouvrier donne son appui): en développant et en armant les conseils ouvriers !

COMMUNIQUE DES JEUNESSES SOCIALISTES ET LMR:



Dimanche 24 octobre, un requiem était organisé à Genève en mémoire des morts de 1956. La veille, la droite avait manifesté, encadrée par des nazillons en bottes ! Seules la Jeunesse socialiste et la LMR protestaient (photo: à l'entrée du requiem. Des mélomanes, ignorant le caractère de ce concert, y ont renoncé après explication avec nous !) et ont publié la déclaration suivante:

"Il y a vingt ans, les chars soviétiques ont envahi la Hongrie pour mater la révolte des travailleurs, des paysans et des soldats qui luttèrent contre le pouvoir des bureaucrates et pour le pouvoir des travailleurs. Cette intervention militaire fournit aujourd'hui encore des arguments aux milieux conservateurs pour éloigner la jeunesse et les travailleurs du socialisme.

Pourtant ces mêmes milieux se sont prononcés pour une limitation stricte du nombre de réfugiés chiliens accueillis.

La Brèche p. 6

lis en Suisse. Aujourd'hui, il fêtent les morts d'Hongrie, mais ils taisent le but de leur combat: les "combattants de la liberté" défendaient leur droit à construire eux-mêmes une société socialiste selon les besoins des travailleurs. Organisés en conseils ouvriers et de soldats, ils voulaient gérer eux-mêmes la société hongroise, sans bureaucratie d'Etat et policière, dans les respects de la démocratie la plus large pour tous les salariés.

La Jeunesse socialiste et la Ligue

Marxiste Révolutionnaire saluent ce combat qui est celui de tous les travailleurs des "démocraties populaires" et d'URSS et appellent toutes les organisations du mouvement ouvrier à le soutenir pour faire à la fois pièce à l'anti-communisme et promouvoir un socialisme authentique, débarrassé de tous les restes du stalinisme. A l'heure actuelle, ce soutien doit aller en priorité à la défense unitaire des travailleurs et intellectuels polonais réprimés à la suite des grèves de juin dernier contre les augmentations de prix."

Jeunesses socialistes et
Ligue Marxiste Révolutionnaire,
Genève, le 24 octobre 1976.

Octobre

23. A l'appel des étudiants, tout Budapest est dans la rue en solidarité avec la Pologne. Les soldats passent les armes aux manifestants. Fusillade devant la radio défendue par la police politique ("Avos") et combats de rue.

24. Dans la nuit, les troupes soviétiques encerclent Budapest mais en même temps Imre NAGY, dont le retour est exigé massivement, prend la tête du gouvernement. Combats autour des usines.

25. Grève insurrectionnelle dans tout le pays. Des comités

ouvriers se forment en province, prennent le contrôle des usines et des villes, organisent la défense et exigent de Nagy le retrait des troupes et des élections libres. Nagy promet de négocier avec l'URSS.

26. L'unité de Maleter (ancien des brigades internationales) se range aux côtés des insurgés et tient la caserne de Killian.

document

D' UN

"Nous communistes, pas une seconde n'avons hésité sur ce qu'il fallait faire. Nous savions le régime indéfendable et complètement discredité. Nous savions aussi que le socialisme n'était pas cette image odieuse qu'en avait donné la clique au pouvoir et qui était seule responsable de certaines tendances anti-communistes et ultra-chauvines qui tentaient de s'exprimer à l'occasion du mouvement. Et c'est justement parce que nous étions communistes et que nous voulions le socialisme que nous avons pris les armes contre la bande de Gerö (1).

(...) Nous avons appris que des gens armés se regroupaient dans les quartiers prolétaires de Budapest. Ils avaient pris leurs armes dans les dépôts que leur avaient ouverts les ouvriers de nombreux combattants les tenaient de soldats qui les avaient données pour ne pas pouvoir tirer sur la foule. Nous allâmes dans l'un de ces quartiers pour organiser le ravitaillement et les secours hospitaliers. Il y avait là de nombreux groupes déjà constitués et rassemblés selon leurs affinités: certains venaient d'un même quartier, d'autres de la même usine. La plupart étaient de jeunes ouvriers et il n'était pas rare de rencontrer des combattants de 15-16 ans. La cohésion sociale de ces groupes était extraordinaire et a été pour une grande

part responsable de leur combativité. Les chefs de groupes n'étaient pas formellement élus, mais plutôt naturellement sélectionnés en fonction de leur courage, de leur compétence ou de leur connaissance des combats. Chaque problème nouveau mettait en avant des dirigeants plus compétents que les précédents et qu'ils remplaçaient immédiatement. La révocabilité était immédiate, vécue dans les faits, sans même avoir été formalisée. Au bout d'un certain temps, quand les groupes armés eurent à résoudre des problèmes plus complexes, tout naturellement, pour la plupart d'entre eux, leur direction fut assumée par des membres du parti communiste. C'est dire le peu de crédit que l'on doit accorder aux affirmations des stalinien qui disent que le soulèvement était anti-communiste et contre-révolutionnaire. C'était un soulèvement ouvrier contre une dictature de bureaucrates dégénérés qui soi-disant gouvernaient en notre nom. D'ailleurs, une des premières mesures que prit la direction révolutionnaire militaire fut de rassembler les armes et de les redistribuer uniquement aux conseils ouvriers qui se formaient spontanément.

L'armement des ouvriers, la source de notre force

RESOLUTION DES CONSEILS OUVRIERS DU 11ème ARRONDISSEMENT

Nous publions ci après la résolution adoptée par les Conseils ouvriers du 11ème arrondissement de Budapest, au cours de leur lutte contre la seconde intervention des armées soviétiques. Dans sa brièveté, ce document expose le programme de la révolution hongroise.

"Les représentants des ouvriers des fabriques du 11ème arrondissement ont unanimement décidé que, dans les intérêts de la construction socialiste de la Hongrie et de l'avenir du peuple hongrois, ils sont prêts à reprendre le travail aux conditions suivantes:

1 - Nous soulignons expressément que la classe ouvrière révolutionnaire considère que les usines et la terre sont propriété du peuple travailleur.

2 - Le Parlement ouvrier reconnaît le gouvernement Kadar comme partie négociante à la condition préalable qu'il se réorganise dans le but d'assurer sa légalité pour correspondre ainsi à la volonté du peuple.

3 - Le peuple a accordé sa confiance aux conseils ouvriers pour s'assurer que la volonté du peuple sera ultérieurement exécutée. Nous exigeons l'élargissement des attributions des conseils ouvriers ainsi que leur confirmation de la part du gouvernement dans les domaines économiques, culturel et social.

4 - Dans l'intérêt du maintien de l'ordre et du rétablissement de la paix, nous exigeons que soit fixé un délai pour des élections libres. Ne pourront y participer que les partis qui reconnaissent et ont toujours reconnu l'ordre

AU JOUR LE JOUR...

27. Les syndicats, contrôlés par les travailleurs, exigent révision des normes, droit de grève, indépendance des syndicats.

28. Le conseil ouvrier de Miskolc appelle à sa radio à coordonner les conseils sur une plateforme exigeant une Hongrie libre et socialiste. Dans Budapest, les conseils ouvriers se coordonnent en Conseil Central des Ouvriers de Budapest (CCOB).

29. Nagy reconnaît les conseils. Le PC hongrois salue l'insurrection.

31. Les troupes soviétiques se retirent de Budapest.

Novembre

1. La neutralité de la Hongrie est déclarée. Les conseils reconnaissent le gouvernement Nagy.

2. Nagy, Kadar, Luckasz, devant l'éclatement du PC, créent le Parti Socialiste Ouvrier comme nouveau PC.

3. Nouveau gouvernement intégrant des représentants des insurgés, dont Maleter qui va négocier le retrait des troupes. Il est lâchement arrêté.

4. A l'aube, l'armée soviétique attaque Budapest. Nagy se réfugie à l'ambassade yougoslave. Dans tout le pays, résistance jusqu'au 11 environ. Nouveau gouvernement Kadar qui "a appelé les Soviétiques".

11. Kadar promet de négocier le retrait des troupes soviétiques.

14. Le CCOB décide de poursuivre la grève générale et pose ses conditions de reprise du travail (voir la plateforme publiée ci-joint). Exige le retour de Nagy.

15. Les ouvriers de Csepel, bastion ouvrier, épuisés, acceptent la reprise du travail sans revenir sur leurs revendications.

16. Le CCOB prend la même position.

21. Kadar interdit la réunion du Conseil National Ouvrier.

Annnonce d'une grève de 48 heures.

23. Grève reportée après accord avec Kadar sur les droits des conseils ouvriers dans l'entreprise. Enlèvement de Nagy par les Soviétiques malgré la promesse d'immunité donnée par Kadar.

26. Le CCOB demande des milices ouvrières et un journal propre.

30. Kadar refuse ces revendications.

Décembre

4. Kadar dissout les comités révolutionnaires.

6. Début d'arrestations des membres des conseils.

8. Dissolution du CCOB et des conseils régionaux.

10 et 11. Grève générale en signe de protestation.

11. S. Racz, président du CCOB, arrêté.

Juin 1957: Nagy et Maleter sont exécutés.

TEMOIGNAGE COMBATTANT

ce et le gouvernement devait compter avec elle. A plusieurs reprises nous fûmes reçus par lui en tant que direction militaire. Le gouvernement louvoyait, tentait de gagner du temps, mais se montrait incapable de résoudre les problèmes de l'heure. Je me souviens d'une réunion avec Kadar ou celui-ci nous fit part de ses craintes pour l'avenir. Nous discutâmes de la formation d'un nouveau parti révolutionnaire qui aurait été capable de mener à bien les tâches de la révolution. Kadar qui voulait sauver l'avenir des bureaucrates nous demandait de nous fonder dans les PC officiels, nous, nous voulions un parti plus conforme à la réalité et demandions, puisque la plupart des membres du parti communiste se battaient dans nos rangs, que le PC non seulement se range officiellement du côté de la révolution, mais qu'il s'y intègre et en prenne la direction.

(....) La presse occidentale et les stalinien ont fait beaucoup de bruit sur les lynchages de "communistes". Des photos montrant des "communistes" pendus par les pieds sur la place de la République à Budapest ont été largement diffusées par la presse internationale et le gouvernement Kadar. Ils y avaient le même intérêt: montrer le caractère "anti-communiste" du mouve-

ment. A propos de ces photos, il faut dire que les personnes lynchées étaient des agents de l'AVH légitimement exécutés. (2).

Kadar lui-même avait promis de les dissoudre, or ils furent pris dans les sous-sols d'un bâtiment officiel où ils étaient en train de se regrouper. Les statistiques officielles publiées par le Livre Blanc donnent par ailleurs le titre de "martyrs" à 160 communistes. Mais de quel côté ces communistes-là sont-ils tombés? Je l'ai déjà dit, de très nombreux membres du parti participaient au mouvement révolutionnaire, contre l'intervention "soviétique". L'intervention n'a pas mis d'un côté les membres du parti et de l'autre les insurgés contre-révolutionnaires, comme l'affirment les stalinien, mais bien une poignée de bureaucrates opposés à la totalité de la classe ouvrière hongroise. La meilleure preuve en est l'intervention elle-même. Aurait-il fallu une armée étrangère pour mater le soulèvement s'il en avait été autrement!

(1) Gerő avait remplacé Rakosi, déconsidéré, à la tête de l'appareil. Bourreau des révolutionnaires espagnols dans le Guépéou durant la guerre civile, il sera balayé aux premiers jours de l'insurrection.
(2) AVH: police politique, connue sous le nom "les Avos".
(3) extrait d'un témoignage recueilli à Vienne par G. Marion et déjà publié plus complètement dans "La Brèche" en novembre 1971.

SEILS OUVRIERS DU T

socialiste. Cet ordre repose sur le principe que les moyens de production appartiennent à la société.

5 — Nous exigeons la libération immédiate des membres du gouvernement Imre Nagy qui ont été choisis par la révolution; de même, nous exigeons la libération de tous les combattants de la liberté.

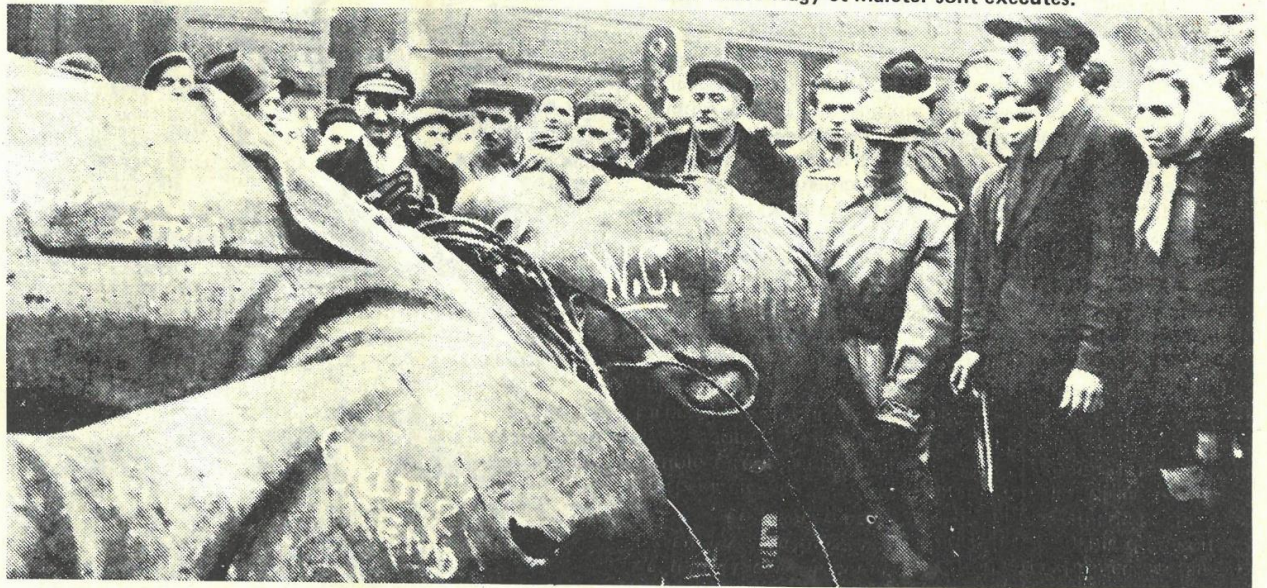
6 — Nous exigeons l'établissement immédiat d'un cessez-le-feu ainsi que le retrait des troupes soviétiques de Budapest, étant donné que les autorités hongroises peuvent assurer l'ordre au moyen du pouvoir ouvrier. Nous exigeons en outre que le gouvernement hongrois commence des négociations pour le retrait graduel et ordonné des troupes soviétiques hors du territoire hongrois aussitôt que les travailleurs auront repris le travail et que l'opinion publique soit informée de la marche de ces négociations.

7 — la police doit être recrutée parmi les ouvriers d'usine sincères et les unités de l'armée qui sont loyales envers le peuple.

8 — Il est demandé que les points ci-dessus soient rendus publics par le gouvernement au moyen de la radio et de la presse.

Conclusion: Nous commenceront aussitôt à travailler à la reconstruction ainsi qu'à assurer l'approvisionnement du peuple et à rétablir les moyens de transport; mais d'autres tâches ne seront prises en considération qu'après reconnaissance de nos revendications et leur mise à exécution."

Budapest, le 12 novembre 1956.



CE QU'ILS DISAIENT EN 1956...

Parti du Travail

Sous le titre: "Un complot mené par la réaction et les anciens officiers de Horthy", la Voix Ouvrière écrivait le 5 octobre 1956:

"Au moment où la terreur contre-révolutionnaire se développait en Hongrie, un gouvernement révolutionnaire reprend le pouvoir avec l'appui massif des troupes soviétiques".

PC Chinois

Et le Quotidien du peuple (5 octobre 1956), qui ne théorise pas encore le social-impérialisme de l'URSS:

"Nous saluons le peuple et l'armée soviétique qui, par deux fois, ont aidé le peuple hongrois à réaliser sa libération. L'importance de l'amitié de l'Union Soviétique pour les peuples des pays socialistes a été glorieusement prouvée, une fois de plus. (....). Nos frères hongrois ont retrouvé la liberté après la terreur créée par les contre-révolutionnaires".

Parti socialiste

Quant à la social-démocratie, attachée à la démocratie bourgeoise et à l'idéologie de la guerre froide, elle poursuivait l'exclusion des communistes des syndicats — démonstration sans doute de ce qu'écrivait J.W. Brügel dans la Rote Revue (No. 8-9, sept. 1956) à propos de la "destalinisation":

"Les Gerő, Zapotocky et Ulbricht ne sont pas devenus plus démocrates que Krouchtchev et ne le veulent pas. Il faut d'autant plus en ce moment que le monde libre n'annonce pas seulement mais se mette à réaliser les principes de la liberté et de la justice sociale".

Mais malgré tout, quelques membres du PS se montrent un peu plus clairvoyants:

Jules Humbert-Droz (président du PSS, ancien dirigeant du Parti Communiste Suisse).

"En dissolvant les conseils ouvriers de Hongrie, les bureaucrates communistes ont montré qu'ils craignent le réveil et l'action révolutionnaire de la classe ouvrière. Celle-ci est pour eux l'ennemi de classe qui s'attaque à leurs privilèges et à leur domination. Car la lutte des conseils ouvriers de Hongrie est bien la révolte des travailleurs contre le régime du capitalisme d'Etat, le régime économique et social du stalinisme".

Le "SAB"

Le groupe Sozialistischer Arbeiterbund, proche du troskysme, eut le courage de se battre, à contre courant, par la vérité et par une politique correcte du mouvement ouvrier (Arbeiterwort, No. 1956):

"Les travailleurs hongrois ne se sont pas battus pour le capitalisme qui partout, comme jadis en Hongrie, a accumulé des crimes sanglants. Travailleurs et étudiants révolutionnaires ont formé le noyau de l'insurrection hongroise et luttèrent pour la démocratie des Conseils et le socialisme. Ils ont chassé les bonzes bureaucratiques des usines

et les ont remplacés par des comités démocratiques de travailleurs et d'intellectuels — non pour rendre les usines aux capitalistes mais pour les gérer selon les besoins du peuple travailleur. Nous protestons contre les calomnies que lancent les stalinien contre ces combattants en les traitant de fascistes et contre-révolutionnaires, mais nous ne protestons pas moins contre les tentatives bourgeoises de faire de ceux qui sont tombés en Hongrie des héros du système capitaliste. Vive la république des Conseils ouvriers et paysans de Hongrie! Front uni des travailleurs communistes et socialistes pour forcer leurs directions à une aide massive aux masses populaires hongroises!"

Les syndicats épurent dans un climat d'hystérie anti-communiste....

La VPOD

"Toutes les tentatives de justifier la politique d'oppression des communistes sont une honte pour les individus qui jouissent des droits et des libertés des citoyens d'un Etat libre. Celui qui, après ce qui s'est passé, continue d'approuver ou de défendre l'idéologie de la dictature et du despotisme n'a plus rien à chercher dans des organisations qui ne peuvent que reposer sur des bases de démocratie et de liberté.

Le comité fédératif charge les sections de prendre immédiatement des mesures en vue d'éliminer de leurs rangs des membres qui ne remplissent pas les conditions pour l'appartenance à la VPOD. (....)

Considérant les événements bouleversants s'étant produits ces derniers jours en Hongrie, dont l'assemblée a pris connaissance avec une profonde consternation, et attendu que l'on est en droit d'admettre que les membres de notre fédération encore affiliés au Parti du Travail seraient le cas échéant prêts à nous trahir. (....)

Nous voulons nous aussi espérer que les communistes qui occupent encore des fonctions syndicales dans la VPOD seront sensibles au geste de confraternité des militants à leur égard et qu'ils en tireront les conséquences. (....)

Si ces communistes ont été sincèrement attachés à leur syndicat, ils se retireront sans bruit, afin de ne pas susciter des remous toujours préjudiciables à la classe ouvrière. Sans cela il ne restera plus à leur fédération ou au mouvement syndical qu'à les chasser ignominieusement."

(Le Peuple, 12.12.1956)

La SSFP (Société suisse des fonctionnaires postaux)

"Hélas, si à Bâle, à Zurich et partout ailleurs, le communisme passe par des mauvais moments, si le Cartel des Syndicats bâlois a clairement signifié qu'il ne saurait entretenir les moindres relations avec les bonzes du Parti du Travail, il semble bien qu'à Genève on s'accommode de la présence d'agents avoués de Moscou à la tête de certains de nos milieux syndicaux (....)

L'heure n'a-t-elle pas sonné pour nous de suivre l'exemple de la FOBB (dont on ne saurait suspecter les sentiments vis-à-vis des possédants) et qui, en se retirant de l'USCG, a tiré sagement et depuis fort longtemps les conclusions de sa participation à un organisme contrôlé par un communiste."

(Union PTT, 22.11.1956).

La Brèche p. 7

La "stangata"...

(LA BASTONNADE)

Après les élections de juin, qui avaient vu, comme en 1948 l'unité entre les partis bourgeois pour faire face au "danger communiste", et en même temps, l'avance du PCI surtout dans le Sud dupays, la bourgeoisie devait essayer de gouverner sans majorité parlementaire.

Depuis des années, systématiquement, tous les gouvernements qui se formaient avant l'été, on les appelait "gouvernements balnéaires", parce qu'ils tombaient en septembre.

Cette année, chose étrange il est toujours en place. Pourquoi ? La seule raison de la survie du gouvernement Andreotti dépend essentiellement de l'attitude du PCI.

Poursuivant dans sa ligne du "compromis historique" le PCI s'est jusqu'à maintenant abstenu de toute ingérence dans les décisions du parlement. Son abstention sur toutes les questions importantes de la situation économique, politique et sociale en Italie a permis au gouvernement Andreotti de mener impunément sa politique foncièrement anti-ouvrière.

LA "STANGATA"

Après plusieurs mois de propagande effrénée sur les "nécessaires et indispensables sacrifices" à réaliser pour remettre sur pied l'économie italienne, après avoir tâté l'attitude des syndicats et du PCI, le gouvernement a décidé que les conditions étaient réunies pour réaliser la "stangata" (le "coup de

bâton").

— Blocage des salaires (blocage de l'échelle mobile des salaires supérieurs à... 1'500 fr.s. par mois !)

— Augmentation de 15 à 15 o/o des prix de l'électricité et du téléphone.

— Augmentation du prix de la benzine de 100 L. par litre.

— Rationnement du ravitaillement de la viande.

Ces mesures représentent une violente attaque aux conditions de vie des masses travailleuses de par l'introduction de taxes indirectes, qui frappent surtout les bas salaires.

LA COLERE

Le plan est annoncé le 8 octobre au soir. Dans les heures qui suivent, la révolte gronde dans les usines du Nord. Alfa Romeo/Arese et



Fiat/Rivolta sont les premières en grève, bientôt suivies de nombreuses autres usines.

Mais les directions syndicales réagissent assez vite. Elles aussi, comme le PCI,

comme le PSI, soutiennent sur le fond le plan Andreotti; néanmoins, la révolte de la base les oblige à organiser une riposte de façade. Lama (secrétaire de la fédération

unitaire CGIL-CISL-UIL) et les autres dirigeants syndicaux annoncent une série de grèves régionales "articulées" : l'exutoire pour la colère est fourni, et en même temps une riposte conséquente, du type d'une grève générale illimitée jusqu'à ce que le gouvernement retire son plan, a pu être évitée — alors qu'elle serait probablement possible.

D'où la décision de faire grève à Turin durant 4 heures le 13 octobre, ensuite à Milan et plus tard dans les autres régions... jusqu'au 20 novembre ! Pour les syndicats, il s'agit non de critiquer le plan d'austérité, mais "d'agir pour obtenir des modifications au plan". C'est ainsi que Bruno Trentin, secrétaire de la FLM (métallurgie), réclame que l'augmentation des tarifs de chemins de fer soit supérieure (!) à ce qui est prévu par le gouvernement... à condition que les cartes hebdomadaires des ouvriers ne soient pas augmentées.

Ces grèves "articulées" ont déjà donné lieu à quelques débordements, comme à Turin, à Milan, où les travailleurs ont paralysé la ville et la production durant une journée entière, et sont

descendus par dizaines des milliers dans la rue (100' mille à Milan). A Rome, le 22 octobre, les cheminots ont occupé la gare Termini, et obligé la direction syndicale à organiser une grève générale des cheminots italiens, qui a bloqué tout le trafic le mardi 26.

Violamment pris à partie par les travailleurs au cours de leurs grèves "sauvages" et de leurs manifestations, le PCI — qui non seulement soutient le plan Andreotti, mais avait également proposé de telles mesures au mois de mars — a mis en scène un "débat" au sein de son Comité Central, qui s'est terminé par un vote à l'unanimité pour le rapport d'Enrico Berlinguer.

Les révolutionnaires italiens ont un rôle aujourd'hui plus important que jamais à remplir pour impulser la riposte des travailleurs à la "stangata" soutenue par le PCI — pour empêcher ce dernier, par sa politique, de redonner l'initiative au patronat et à son gouvernement, qui est tout aussi minoritaire que celui de Giscard en France.

...le coup de barre...

6 millions 500'000 travailleurs français gagnent moins de 2'100 FF (env. 1'050 frs.) par mois... et Barre (premier ministre) prétend que "les Français vivent au-dessus de leurs moyens". Les prix ont augmenté, selon l'indice syndical de la CGT, de 17,5 o/o en 1974, de 14,2 o/o en 75, et déjà de 7,2 o/o dans les premiers 7 mois de 1976. Le nombre des chômeurs selon la CGT était de 1'170'000 en août 1976...

Quant à la reprise, alors que Giscard paraît à la TV le 25 mai en annonçant "elle est certaine" grâce à une expansion de la production de 9 o/o, il s'avère déjà que celle-ci ne dépassera pas 4,5 o/o en 1976.

Et le chômage ne cesse d'augmenter: 1'000 offres d'emploi supplémentaires par jour !

A peine installé à la tête du gouvernement, le professeur d'économie Raymond Barre a dévoilé le plan d'"austérité" de Giscard. Un plan destiné à assurer la "relance" du capitalisme français qui se débat dans des contradictions insolubles. Giscard bien sûr ne pouvait pas trouver autre chose que la vieille recette: une baisse durable du niveau de vie des travailleurs, pour rétablir le taux de profit du capitalisme français.

Mais voilà les patrons eux-mêmes ne semblent guère croire à la réussite du plan Barre. Surtout, 73 o/o d'entre-eux craignent que la "majorité" ne se dicrédite à tel point que la gauche remporte haut-la main les législatives de 78.

Le plan Barre

Strictement appliqué pour la fonction publique, instamment recommandé lors des négociations contractuelles, au centre du plan Barre figure bien sûr le **blocage des salaires**. Comme l'indice officiel du coût de la vie est inférieur de plusieurs pourcents au renchérissement réel, ce blocage équivaut à une baisse très nette du pouvoir d'achat.

D'autres mesures l'accompagnent: hausse du prix de l'essence, création d'un super-impôt, augmentation des cotisations à la sécurité sociale. Le plan s'accompagne de larges facilités accordées aux trusts, et de quelques promesses sans aucun effet: il en va ainsi du blocage des prix jusqu'à la fin de 76; les patrons ont déjà procédé à des hausses massives "à titre préventif".

Ce plan, c'est un gouvernement que tous les sondages désignent comme nettement minoritaire qui veut l'imposer. Peu de jours après

sa publication, 55 o/o des Français interrogés par la Sofres se déclarent méfiants.

La décision des trois principales fédérations syndicales CGT-CFDT-FEN (enseignants) d'organiser une grève générale le 7 octobre ne s'est pas faite attendre longtemps; elle traduit l'opposition de l'écrasante majorité des travailleurs français à un tel plan. Le 7 octobre, 6 millions de travailleurs sont en grève: la fonction publique est paralysée, et dans le secteur privé, la plupart des entreprises ont débrayé. Les manifestations à Paris et en province rassemblent dans la rue des centaines de milliers de travailleurs: un demi-million à Paris, 60'000 à Lyon, 30 000 à Annecy et à Bouge-en-Bresse, 17'000 à Grenoble, pour prendre les villes proches de la Suisse. Partout, la même impression: "jamais vu depuis 68" !

Pourtant, au-delà de l'impressionnante force d'opposition au plan Barre, au-delà de cette mise en mi-

norité du régime, indiscutable, qu'est-ce que proposent les dirigeants des partis et des syndicats du mouvement ouvrier français? Dans Rouge, nos camarades de la LCR (section française de la IVème Internationale) relèvent que "n'en sont que plus évidents l'absence de perspective, le désarroi et le malaise vécus par chaque travailleur descendant dans la rue. Là aussi, tous les échos concordent. Malgré l'unité au sommet une unité syndicale rarement réalisée à la base. Peu de revendications unifiantes, donnant des objectifs communs à tous les secteurs présents. Peu de revendications directement politiques et anti-gouvernementales, le soutien au

Le PS et le PC sont restés le 7 octobre volontairement en retrait par rapport aux syndicats: ils attendent 1978 — date des législatives — lorsque, croyent-ils, la majorité électorale leur tombera comme un fruit mûr dans la bouche.

D'ici là, ne rien faire qui favorise la prise de conscience anti-capitaliste des travailleurs, qui effraie les patrons. Mitterand, chef de file du PS, n'était pas dans la rue le 7 octobre. Il n'a pas même cité cette manifestation dans sa réplique au discours de Barre à l'Assemblée Nationale. Il affirme par contre la nécessité du "respect des institutions" et de l'économie de marché. Dans sa discussion avec les 500 représen-

un échec d'autant plus frappant après le succès du 7 octobre dû à l'énorme participation, et Georges Ségué, le dirigeant communiste de la CGT a déclaré (Rouge, 25.10.76) "Nous ne ferons rien qui puisse troubler la sérénité des périodes électorales à venir" et "Si la gauche gagne les élections," la CGT fera face "aux tentatives de débordement démagogiques irresponsables".

La CFDT, elle, essaie de jouer la carte "démocratique", "auto-gestionnaire", mais sa démagogie ne le cède en rien à celle de Ségué. Dans le "nouvel Observateur", son projet est présenté ainsi: "La CFDT considère en effet que la victoire de la gauche doit être celle des travailleurs et non celle des appareils". Et: "Cette analyse de la CFDT la conduit à valoriser les initiatives de la base". Tout cela, dans quelle optique ? Celle de chasser Giscard, d'installer un contrôle des travailleurs sur la marche des usines, d'imposer "l'austérité" aux patrons ? Pas du tout. "Pour Edmond Maire, il s'agit de créer dans les usines des rapports de force qui, de toute façon, seront favorables aux travailleurs, en cas de victoire de la gauche, mais qui doivent permettre cette victoire". (N.O. 11.10.76)

Face à ces manipulations "par le sommet" (Rouge s'interroge: "verra-t-on bientôt des urnes dessinées sur les pancartes syndicales ?") les militants marxistes-révolutionnaires exigent:

- 1) Une plateforme de revendications unitaires.
- 2) Le développement systématique des formes de résistance active à l'austérité (refus de payer le super-impôt, organisation d'un contrôle des travailleurs sur les prix, etc.).
- 3) Dissolution de l'Assemblée nationale.

26.10.76 C.R.



Programme Commun (de l'Union de la Gauche, réd.) étant même moins repris que d'autres fois. A l'évidence, on aurait pu aller plus loin: "Giscard, barrez-vous", "Giscard dehors"... Chaque fois qu'ils furent impulsés, ces mots d'ordres rencontrèrent un écho favorable". (8.10.76).

tants du patronat, il a déjà réduit de 9 à 7 les nationalisations en cas d'arrivée de la gauche au pouvoir et garanti la protection de la concurrence et du profit privé !

Du côté syndical, pas non plus de perspectives autres qu'électorales. La journée d'action du 23 octobre contre le chômage des jeunes a été

...et une baffa pour Juan Carlos

En Espagne, comme dans tous les pays qui connaissent une crise sociale et politique avancée, qui connaissent une forte combativité ouvrière, la bourgeoisie passe à l'attaque.

Tous les prix sont bloqués jusqu'au 30 novembre. Ensuite les prix des produits de première nécessité seront "contrôlés" jusqu'en juillet 1977. Quand on connaît le résultat de ce type d'expérience des autres pays européens on peut douter de l'efficacité d'une telle mesure, surtout que le gouvernement vient de décider l'augmentation des tarifs douaniers de 20 o/o sur tous les produits sauf les biens d'équipement.

empêchaient de réelles libertés démocratiques et d'autre part on mettait en avant le droit à l'autodétermination d'Euzkadi. En outre, la grève du Pays Basque (du 13 au 20 septembre - voir Brèche No. 142) avait été organisée par la "Coordination des entreprises en lutte" c'est-à-dire prise en charge par les travailleurs eux-mêmes et au départ contre l'avis de la C.O.S. Ces différences qualitatives marquent le rapport de forces

rentrer dans cette "commission de négociation" des personnalités comme Gil Robles Pio Cabanillas et surtout l'ex-ministre des affaires étrangères Arellano. Le but est clair, la bourgeoisie essaie de rattraper le temps perdu en freinant la bien timide combativité de la Coordination Démocratique et en essayant de regrouper, en une seule forma-

tion tous les partis démocrates-chrétiens. Face à ça, le PCE fait des déclarations d'ouverture aux représentants de la troisième voie. La course contre la montre est lancée, la bagarre électorale s'accélère, un seul impondérable: la combativité ouvrière.

24.10.76, Dellavolpe - Lafuria



Les répartitions des bénéfices des entreprises ne doivent pas dépasser le niveau atteint l'année précédente et les dividendes ne doivent pas augmenter de plus de 7 o/o. En outre un impôt supplémentaire de 10 o/o sur le revenu des personnes physiques sera perçu sur les personnes gagnant plus de 40'000 fr.. Ces mesures sont bien peu significatives si l'on tient compte que la plus grande partie des grosses entreprises, comme Rio Tinto, ne versent pas de dividende.

La partie principale du décret-loi vise les salaires, donc directement le pouvoir d'achat des travailleurs.

- les conventions actuelles qui sont ratifiées par ce même décret-loi restent en vigueur.
- la réduction du temps de travail est interdite jusqu'en 1977.
- les négociations sont limitées à 10 jours
- chaque patron pourra licencier jusqu'à 8 o/o de son personnel sans qu'il ait commis de faute professionnelle.
- les augmentations ne peuvent pas dépasser l'indice officiel du coût de la vie de 2 point. Comme la différence entre l'indice officiel et l'indice réel est de 3 fois 2 points....

Alors que dans les prochains mois vont s'ouvrir les négociations pour 1'200 contrats collectifs qui touchent 2 millions et demi d'ouvriers (des mines, du bâtiment, de la métallo) on comprend toute la signification d'un plan d'austérité.

Après Euzkadi, Madrid, Canaries...

Après les nombreuses grèves générales régionales, la classe ouvrière et les peuples d'Espagne vont connaître l'expérience d'une grève générale le 12 novembre au niveau de tout l'Etat. L'appel à cette grève soutenue par l'ensemble des organisations ouvrières et révolutionnaires a été lancé par la COS (Coordination des Organisations Syndicales regroupant les CCOO, l'UGT, l'USO). Les principales revendications qui seront défendues le 12 novembre seront: "contre le gel des salaires, le chômage, les licenciements, la réforme syndicale, pour une augmentation générale des salaires de 6'000 pesetas (220 fr.) la disparition du syndicat officiel, la liberté syndicale, la garantie de l'emploi et l'amnistie". Les différences tant au niveau des formes de convocation qu'au niveau des revendications sont claires entre le 12 novembre et l'"Appel de la classe ouvrière de Biscaye" publié dans la Brèche No. 143. En effet, dans le manifeste de Biscaye on insistait d'une part sur le fait que le maintien des corps et des lois répressifs

favorable aux révolutionnaires qui existe en Euzkadi. Le 12 novembre représentera justement un test des possibilités de contrôle des luttes dans un sens "pacifique" par les directions réformistes et il représentera aussi une chance extraordinaire de confrontation et d'échanges d'expériences pour l'ensemble de l'avant-garde ouvrière de tout l'Etat espagnol.

....les contradictions s'aiguisent.

Sous la poussée de l'automne chaud, le gouvernement se trouve dans une situation de plus en plus difficile. En effet, d'une part il essaie, au travers des promesses électorales pour 1977 de favoriser une scission dans la Coordination Démocratique (favoriser le rassemblement des multiples partis d'inspiration démocrate-chrétienne et amener à une rupture entre le PSOE et le PCE), d'autre part il continue à mener une politique répressive qui se solde par l'assassinat de plus d'une vingtaine de camarades en moins d'une année.

Cette dernière quinzaine a été riche en événements tant pour le gouvernement que pour l'opposition démocratique. Mardi 20, le gouvernement interdisait le congrès du PSOE, arrêta à la suite d'une réunion pour l'amnistie 4 militants (Lucien Lobato, membre du comité exécutif du PCE, Jaime Pastor et Felipe Izaguirre, membre de la LCR espagnole, ainsi que Lucia Gonzalez) et expulsait Michel Rovere et Alain Krivine de la LCR (France).

Pendant la même période, la Coordination Démocratique connaissait de graves difficultés. Les dernières déclarations de Jimenez (gauche démocratique) parlent d'elles mêmes: "Nous entrons dans une phase où la négociation avec le gouvernement doit être envisagée avec clarté sur la base de l'acceptation d'un processus électoral et non sur la base d'une autre voie qui aurait recours à des solutions dramatiques. Nous croyons réellement que la politique de mobilisation de masse n'est pas adéquate dans les circonstances politiques actuelles et partant nous ne sommes pas disposés à l'appuyer...."

Le PCE subit totalement ces pressions et fait tout pour maintenir "l'unité". Le résultat est significatif. D'abord on crée un organisme dirigeant (composé de la Gauche démocratique, PSP, PSOE et PCE) chargé de prendre les décisions et les contacts avec le gouvernement, ce qui amène une marginalisation des groupes "maoïstes" (PT, MC, ORT) qui sont réduits à un rôle "consultatif". Ensuite on envisage de faire

DOSSIER Les commissions ouvrières

Nous entamons aujourd'hui la publication d'un article sur l'Assemblée Nationale des Commissions Ouvrières (qui s'est tenue le 11 juillet à Barcelone) et le débat syndical en Espagne.

Les CCOO (Commissions ouvrières) sont nées lors des grèves qui éclatèrent dans les principales villes d'Espagne dans les années 1961-62. Elles sont composées, à cette époque, de quelques délégués élus par l'assemblée des grévistes mais elles n'ont qu'une réalité conjoncturelle. Elles correspondent bien souvent à un "comité de grève" qui disparaît avec la fin de la lutte. En réalité ce n'est qu'en 1964 que les CCOO vont connaître leur réel essor et représenter un des acquis les plus originaux de renouveau de la combativité de la classe ouvrière espagnole dans une situation de clandestinité. C'est lors de la grève de la métallurgie madrilène que va naître la première commission ouvrière qui s'appellera la "Commission ouvrière Provinciale du Métal".

Dès lors les CCOO s'établissent au niveau de tout l'Etat espagnol et elles regroupent les usines, les ouvriers les plus combattifs, les plus avancés. Dans la plupart des cas ce ne sont plus des organes conjoncturels mais des organes stables et permanents de lutte.

LES ELECTIONS SYNDICALES DE 71 et 75

C'est à propos des deux dernières élections à la CNS (Syndicat vertical espagnol) que les CCOO vont connaître un approfondissement du débat politique et des différenciations entre les multiples courants.

Lors des élections de 71, qui se situent dans un contexte d'accentuation de la répression (décembre 70: procès de Burgos qui fut suivi par une longue vague répressive) l'extrême-gauche relativement unie lance le mot d'ordre de boycott qui est largement suivi, surtout en Euzkadi.

Après le relatif reflux consécutif à la répression, le mouvement ouvrier se retrouve à l'offensive. Dans une situation de crise permanente de la dictature, la relance des grèves à partir de 72-73, va encore accentuer la décomposition de l'Etat fort franquiste. C'est dans ce contexte de fin prochaine du franquisme que se pose la question fondamentale de la reconstitution du mouvement syndical.

Le PCE, majoritaire dans les CCOO, croit pouvoir apporter une réponse à cette question cruciale. Lors des élections de 75 à la CNS, il va lancer les fameuses CUD

(Candidatures Unitaires Démocratiques). Cette participation aux élections syndicales officielles s'inscrit, pour le PCE, dans la perspective de reconquête de l'appareil syndical vertical de l'intérieur.

Selon certains courants, il est possible, à partir des "enlaces" et des "jurados" (délégués), de "réformer" la CNS.

Les résultats montrent que cette ligne obtient un succès réel. A part le Pays Basque, où la consigne de boycott est suivie, les CUD obtiennent la majorité des délégués, particulièrement en Catalogne (90 o/o à la SEAT).

DEBAT DANS LE MOUVEMENT OUVRIER ET POLEMIQUE DANS LE PCE.

Avec cette nouvelle "ligne", le PCE en vient à négliger le travail dans les CCOO. Cela suscite un débat effervescent dans le mouvement ouvrier, particulièrement en Catalogne. Le PCE lui-même se divise en deux.



1ère tendance: Isidor Boix et Manuel Pujadas (membres du PSUC, le PC Catalan) écrivent par exemple: "Les travailleurs ont voté (lors des élections à la CNS, réd.) pour un syndicat unique; leur vote représente un pas en avant vers un Congrès syndical, point culminant de la construction d'un mouvement pour un syndicat de classe".

2ème tendance: représentée par les dirigeants "historiques" des Commissions ouvrières. Nicolas Sartorius écrit dans "Triunfo": "Les élections syndicales actuelles (à la CNS, réd.) ne sont pas démocratiques, c'est pourquoi elles n'ont aucune légitimité dans l'avenir, même si la majorité des délégués syndicaux actuels joueront un rôle important dans la création du syndicat futur et y seront à nouveau élus". Position défendue depuis longtemps par Marcelino Camacho, qui écrit

dans ses "lettres de la prison": "Le but de la lutte à l'intérieur du syndicat officiel n'est pas de s'y implanter, encore moins de le renforcer". Ce débat, qui s'est déroulé jusqu'au début de l'année 76, va ressurgir à l'occasion du Congrès de l'UGT.

APRES LA MORT DE FRANCO.

La nouvelle situation politique qui se crée après la mort de la "momie" va actualiser encore plus la question syndicale en Espagne. Le débat s'exacerbe à la suite de la tenue du Congrès de l'UGT (1) à Madrid en avril dernier. Le fait que l'UGT puisse tenir son Congrès avec un grand renfort publicitaire et grâce à la plus grande "tolérance" du régime, va poser avec urgence à toutes les tendances du mouvement ouvrier le problème du syndicat unique et de classe. En effet, face à la décomposition de la CNS, la bourgeoisie avancée tente de cultiver les germes de division du mouvement ouvrier, en favorisant l'apparition et l'implantation du syndicat de tendance sociale-démocratie (l'UGT).

Le débat qui se déroule

alors dans le PC sur le type de syndicat à impulser est remporté par la tendance au développement prioritaire des CCOO; le PC riposte à l'UGT en proposant deux choses; d'une part, la tenue d'une assemblée nationale des CCOO, et d'autre part l'unité au sommet entre l'UGT, l'USO (2) et les CCOO, sous la forme de la "Coordination des forces syndicales".

I. Dellavolpe
(à suivre)

Notes:

(1) UGT - Union générale du Travail, puissante sous la République et liée au Parti Socialiste. Lors de son dernier congrès, l'UGT affirmait avoir 8'000 membres. Elle s'y est cependant définie comme tendance syndicale, plutôt que comme centrale constituée.

(2) USO - Union Syndicale Ouvrière, syndicat clandestin d'origine chrétienne qui revendique des liens avec la CFTD.

La botte des militaires

Le coup d'état militaire en Thaïlande n'est pas tombé comme un éclair dans un ciel serein. Voilà des mois, presque des années, que l'on se demandait à Bangkok, quand et comment les militaires allaient reprendre l'entière du pouvoir et mettre un terme à l'expérience de "démocratie civile".

UN REGIME "CIVIL" DEBORDE

La chute de la précédente dictature en octobre 1973, sous les coups d'une intense mobilisation étudiante et populaire, avait été souhaitée par une partie de la bourgeoisie thaïlandaise et des services américains. Il fallait répondre à la fois à la montée de tensions sociales et à l'approche de la défaite US en Indochine. Mais le régime "civil" alors mis en place avait rapidement été débordé par le développement des luttes de masses. Etudiants, ouvriers et paysans profitaient de la fin de la dictature pour avancer de façon de plus en plus agressive leurs propres revendications. Pour la première fois, le royaume entraînait dans l'ère des luttes de classes modernes. Mais il y entraînait de plein pied. Sous l'impact de la victoire des forces révolutionnaires indochinoises et d'une crise sociale sans précédent dans le pays, les mobilisations populaires risquaient de mettre en danger l'ordre impérialiste.

Le régime "civil" manifestait aussi bien son impuissance à limiter le pouvoir réel des militaires qu'à juguler les luttes sociales. Il ne pouvait durer. Pourtant, il était difficile à l'armée, divisée par des intérêts

de cliques, d'opérer rapidement un coup d'Etat. Les espoirs suscités dans la population par la chute de la dictature étaient immenses et le prestige des étudiants était très grand. Sur le plan régional, l'expérience de "démocratie" thaïlandaise avait valeur de test; les régimes néocoloniaux du sud-est asiatique sauraient-ils répondre à l'attrait des succès révolutionnaires indochinois en manifestant une capacité effective de réformes? Dans ces conditions, provoquer trop rapidement la chute du régime "civil" risquait de rejeter dans une opposition radicale des courants modérés et de faire du PC thaïlandais une force implantée réellement nationalement.

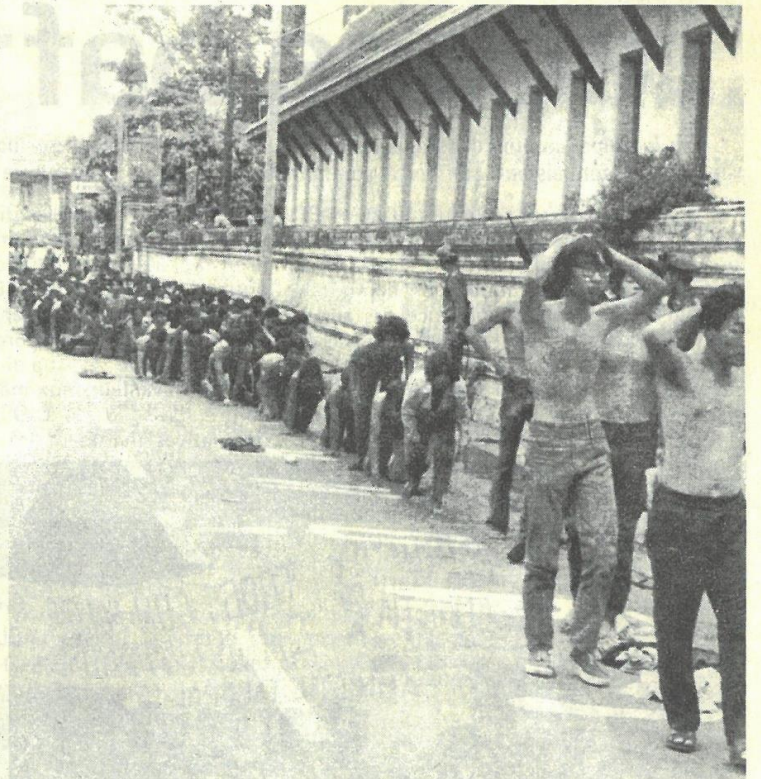
"UNE STRATEGIE DE TENSION"

C'est pour cela que les militaires ont commencé par appliquer une "stratégie de tension", rappelant certains événements italiens ou argentins, pour créer un climat favorable à un "retour à l'ordre" en force. Les lycéens du technique ont été dans leur majorité organisés dans les "Buffles Rouges" (1) et lancés à l'attaque des manifestations étudiantes ou des grèves ouvrières. Dans les campagnes, le Navapon (2) a été mis en action.

Organisation fascisante, son mot d'ordre est la défense de "la religion, la Nation et la royauté". Elle est responsable de nombreux assassinats de personnalités et de militants de gauche. Le roi suscite, quant à lui, la fondation des scouts villageois. Avec l'intervention de ces forces para-étatiques, les étudiants sont peu à peu chassés de nombreux villages, l'opinion se lasse des violences incessantes. Un climat de peur et d'insécurité s'instaure. Tout dirigeant de masse sait dorénavant qu'il risque la mort et les "Buffles Rouges" ou les Navapon peuvent poursuivre impunément leurs exactions. Le meurtre de militants de gauche prend des formes de plus en plus brutales, jusqu'à l'assassinat récent de deux membres du "Front anti-dictature" pendu à la porte d'un garage par une patrouille de police après avoir été battu.

Le retour successif des anciens dictateurs Thanon et Paprass, protégés par une partie de l'ancien gouvernement et de l'état-major, vient parachever cette politique de tension et de provocation de l'armée et de l'extrême-droite.

Depuis, le roi lui-même a couvert de son autorité morale la préparation du coup d'Etat. Il semblerait donc que la hiérarchie ait réussi à faire son unité autour des nouveaux hommes forts, avec l'aval de la bourgeoisie thaïlandaise et, très probablement, des américains. Les conséquences de ce coup, si du



Les premières victimes: les étudiants de gauche de l'Université Thammasat de Bangkok.

moins il s'avère stable, seront profondes. La nouvelle dictature est née d'un bain de sang et non d'une simple transmission constitutionnelle des pleins pouvoirs aux militaires.

Ce coup d'Etat marquera un tournant de la situation régionale et l'anti-communisme virulent de la nouvelle équipe dirigeante interdira toute amélioration durable des rap-

ports entre la Thaïlande et le Vietnam. L'avertissement est solennel. L'impérialisme et la réaction locale n'ont pas désarmé, en Asie du Sud-Est. La lutte reste longue et difficile. Notre solidarité doit s'affirmer à l'égard de ceux qui la poursuivent.

Notes 1 et 2 : organisations fascistes étudiantes très proches des militaires.



Le nouveau régime du dictateur Sangad Chalowyoo (à droite) se camoufle derrière un gouvernement "civil", mais il ne pourra pas faire oublier les massacres (à gauche) qui continuent dans tout le pays.

LE P.C. THAILANDAIS, COLONNE VERTEBRALE DE LA RESISTANCE

Le coup d'Etat militaire, en supprimant dans le sang toute possibilité d'expression légale du mécontentement populaire, renforce l'importance de l'action clandestine en Thaïlande. Or, le Parti Communiste Thai (PCT), qui mène une lutte de guérilla active depuis onze ans, apparaît comme seule organisation capable de résister à la répression. Son rôle ne peut que croître dans la période à venir.

Si le rôle direct du PCT dans le mouvement qui amena la chute de la dictature en octobre 1973 a été faible, son influence n'a cessé de grandir depuis au sein de la génération étudiante, ouvrière et même partiellement paysanne qui vit le jour et se forma de manière spontanée depuis 1973. En menant son action dans les

régions périphériques du pays, en y créant des zones de guérilla (dans le Nord-Est de populations thaï et lao - dans le Nord parmi les minorités ethniques montagnardes - dans le Sud au sein des provinces musulmanes), le PCT est apparu comme le seul parti n'ayant pas trahi et abandonné la lutte contre la dictature.

Le PCT est donc probablement en passe de devenir un facteur politique majeur dans la situation actuelle. Il semble néanmoins ce maoïste, il doit aujourd'hui assimiler une génération nouvelle de militants qui ne se reconnaissent que très partiellement dans l'orientation actuelle de Pékin. Les événements survenus en Chine depuis la mort de Mao n'auront certes pas contribué à y renforcer le courant maoïste. L'influence propre

des révolutionnaires vietnamiens s'est faite plus directement sentir et Hanoi n'a cessé d'affirmer sa solidarité au PCT depuis la chute de la dictature en 1973.

Au contact direct de la révolution indochinoise la Thaïlande s'affirme comme l'un des enjeux principaux de la situation en Asie orientale. L'évolution du PCT dans les mois à venir sera significative de celle de tout mouvement communiste du Sud-Est asiatique.

Nous diffusons ci-dessous une déclaration du Comité Central du PCT capté à Bangkok sur sa radio clandestine et datée du 9 octobre. Cette déclaration montre avec quelle rapidité le PCT a pu faire connaître face à la répression la plus sauvage la voix de la résistance:

«Le PCT s'oppose fermement au groupe de militaires d'extrême-droite réactionnaires, fascistes, chiens de garde de l'impérialisme US. Sur l'instigation des USA ce groupe réactionnaire à la tête duquel se trouve Sa-Ngad Chaloryu a éliminé les étudiants et des gens épris de démocratie. Ils ont accompli un coup d'Etat, foulé aux pieds les droits des gens et déclaré la loi martiale, abrogé la Constitution, jeté à bas le gouvernement et interdit tous les partis politiques, utilisé la loi anti-communiste pour arrêter les gens épris de démocratie, fermé les journaux, censuré les informations, détruit les publications progressistes. (...)

Il faut que le peuple prenne sa revanche jusqu'à la victoire. Le groupe réactionnaire... avait pour plan de ranimer le système fasciste dès octobre 1973 (date du retour à la démocratie), cette fois le plan visant à utiliser le retour de Thanom sous la protection de la robe de moine, n'était que la continuation des plans qui jusqu'ici avaient raté... Cette fois, ils ont créé la situation qu'il fallait pour déformer le combat pacifique des travailleurs, des étudiants et des gens épris de démocratie en trouvant le faux prétexte d'insulte au prince, d'utilisation d'armes et prétendant qu'il y avait une infiltration

de Vietnam iens. (...) Sa-Ngad a déclaré qu'il fallait rétablir la démocratie et s'opposer à toute forme d'autoritarisme, mais ils ont détruit le régime constitutionnel de gouvernement, mis un bandeau sur les yeux des gens, tué et accusé faussement des gens d'avoir insulté le prince. Ce qu'ils ont fait, abrogé la Constitution, renversé le gouvernement. Qu'est-ce que cela signifie?

Le combat dans les régions contrôlées par le gouvernement représente un immense dévouement à la lutte du peuple thaïlandais; mais tout combat dans cette zone sera écrasé. Le peuple a appris tant de fois. Le peuple doit comprendre que le combat dans les régions rurales est la seule voie, combinée avec d'autres formes de combat dans les villes, qui peut faire progresser les gens. (...)

L'impérialisme US et ses chiens de garde ont utilisé ce coup d'Etat pour maintenir leur propre pouvoir, mais ils échoueront comme ils ont échoué dans tant de pays. Ils s'approchent de plus en plus de leur fin. L'avenir appartient au peuple. La force du peuple en armes doit s'allier pour combattre avec tous ceux qui sont épris de démocratie et laver le sang par le sang. »

Comité Central du 9 octobre 1976

Un appel du Secrétariat Unifié de la IVème Internationale:

SOLIDARITE AVEC CEUX QUI LUTTENT CONTRE LA DICTATURE !

Le 6 octobre 1976, l'armée thaïlandaise instaurait une nouvelle dictature militaire ouverte. Depuis un an déjà, l'état-major thaïlandais et les services secrets américains multipliaient les actes de provocation ou de terreur et menaient une intense campagne d'intoxication, créant à ces fins des mouvements paramilitaires d'extrême-droite. Il leur fallait mettre un terme au développement de l'activité des masses étudiantes, ouvrières et paysannes, consécutif aux progrès de la révolution indochinoise et à la chute de la précédente dictature sous la pression du soulèvement populaire d'octobre 1973.

Le massacre des étudiants de l'université de Thamassat, le 7 octobre, et la gravité des mesures répressives prises depuis ne doivent laisser aucun doute quant aux intentions de la dictature et de ses maîtres impérialistes. Des dizaines d'étudiants ont été lynchés, assassinés, parfois pendus et brûlés vifs. Les arrestations se comptent aujourd'hui par milliers. La presse est muselée, toutes les libertés démocratiques gagnées par les masses en trois ans sont étouffées dans le sang. Une partie de la population vietnamienne résidant en Thaïlande a été rassemblée dans des camps de concentration et est en grand danger. L'objectif du coup d'Etat est clair: briser le mouvement de masse urbain et rural; interrompre durablement

la montée des ouvriers et des paysans; préparer une offensive d'ampleur contre les guérillas du Parti Communiste; faire de la Thaïlande une plateforme d'action plus efficace pour l'impérialisme et un rempart face à la révolution indochinoise.

L'importance de l'évolution de la situation en Thaïlande n'est pas à démontrer. Après la défaite de l'impérialisme américain en Indochine, l'ouverture d'une période d'agitation sociale croissante dans le reste de l'Asie du Sud-Est, l'enjeu des luttes en cours dans ce pays est considérable. Une solidarité active doit se manifester à l'égard de ceux qui poursuivent dans des conditions extrêmement difficiles le combat contre la dictature. Elle peut sauver la vie de nombreuses personnes incarcérées et arrêter le bras criminel de la nouvelle dictature. La plus grande publicité doit être faite sur les événements et sur les responsabilités des puissances impérialistes - notamment américaine et japonaise - dans le coup d'Etat.

La IVème Internationale appelle au renforcement de la solidarité mondiale, pour l'arrêt immédiat de la torture et des actes de terreur, pour la libération immédiate de tous les prisonniers politiques, pour le soutien à la lutte contre la dictature !

Le secrétariat unifié de la IVème Internationale, le 17 octobre 1976.

Théâtre de Carouge / Atelier de Genève:

La résistible ascension d'Arturo Ui

B. Brecht

*Vous, apprenez à voir, plutôt que de rester
Les yeux ronds. Agissez au lieu de bavarder.
Voilà ce qui aurait pour un peu dominé le monde !
Les peuples en ont eu raison, mais il ne faut
Pas nous chanter victoire, il est encore trop tôt :
Le ventre est encore fécond, d'où a surgi la bête immonde.*
B. Brecht

Entretien avec François Rochaix

Après le succès de *Mère Courage* (1), le Théâtre de Carouge/Atelier poursuit sa série Brecht. Voici aujourd'hui *Arturo Ui* dont le thème central est le nazisme et à l'intérieur de celui-ci l'extraordinaire manipulation de l'Etat bourgeois par les trusts pour écraser la masse du prolétariat. Comme toujours avec Brecht, nous sommes en présence d'une double interrogation critique : celle de la réalité que Brecht nous invite à transformer et celle du théâtre, dont il ne faut pas être dupe. Dans l'entretien

Arturo Ui, un choix politique et esthétique

La Brèche : *Quelle est la démarche qui vous a conduit à choisir cette pièce de B. Brecht ?*

F. Rochaix : Je connaissais très bien la représentation du Berliner Ensemble (2) puisque je l'ai vue cinq fois. Mais j'ai toujours considéré cette pièce comme intraduisible : le texte original est écrit en vers, en iambes qui sont exactement l'imitation géniale des traductions shakespeariennes des frères Schlegel, régulièrement jouées en Allemagne. C'est seulement depuis deux ou trois ans que j'ai commencé à changer d'attitude : avec le Watergate, le démantèlement public d'une présidence, avec l'affaire Lockheed qui, plus que les pots de vin révèle les solutions horripilantes auxquelles un trust a recours pour s'en sortir — susciter des guerres entre les pays du Tiers Monde pour écouler sa production d'armement, etc. —, ou encore avec les scandales en Italie ou en France, Arturo Ui gagnait toujours plus en actualité.

D'autre part, sur le plan plus proprement théâtral, il nous fallait poursuivre sur la lancée de *Mère Courage* et de l'intérêt qu'un tel spectacle a suscité. Brecht pour nous à Carouge doit nous permettre de constituer un ensemble homogène pour le travail théâtral. Chacune de ses pièces stimule des réflexions, des discussions tant sur le plan politique qu'esthétique parmi les acteurs. Cela se vérifie même avec des comédiens d'origines totalement différentes, comme c'est le cas pour Arturo Ui, puisque nous travaillons

avec certains venant de France, d'autres de Radio-Genève ou du Casino Théâtre. L'expérience m'a d'ailleurs montré que s'il y a un travail formateur sur nous-mêmes, metteur en scène, comédiens ou décorateurs, on peut espérer qu'il le soit d'autant plus pour le public

Enfin, un théâtre comme le nôtre, s'il veut survivre, doit absolument augmenter ses chiffres d'affluence; nos moyens sont trop limités et certains guettent avec impatience le moindre de nos faux-pas. Or Brecht est un auteur qui a le privilège de réunir actuellement un public politisé et aussi un certain "grand public". Nous nous en sommes rendus compte avec *Mère Courage*. Car Brecht fonctionne sur deux plans : comme classique déjà et en même temps contemporain dans la sensibilité. Un autre classique ne fonctionne jamais comme cela.

Alors, nous avons creusé la pièce et son thème m'a passionné : c'est une parabole sur les dangers de fascisation en période de crise. Encore une fois, pour nous c'est l'aventure puisque nous travaillons au-dessus de nos moyens (décors, nombre de comédiens et donc de costumes, etc.). Mais de cette façon nous arrivons à créer un impact suffisant pour une très large audience de nos spectacles. Notre subversion à nous c'est aussi d'exprimer un certain nombre de choses devant un maximum de gens. Nous ne sommes par un théâtre marginal, nous travaillons dans une institution qui a un certain poids.

Actualité et actualisation d'Arturo Ui

B. : *La pièce exprime le pourrissement, la décomposition de la démocratie bourgeoise lors de la crise de 1929-1930 et la montée du fascisme. Or, le prolétariat comme protagoniste est absent de la pièce, comme d'ailleurs toute alternative révolutionnaire. Ne pensez-vous pas dès lors qu'une interprétation superficielle pourrait amener le spectateur à regretter la période "démocratique" et cacher ainsi la cause profonde du fascisme : l'écrasement du mouvement ouvrier ?*

F. R. : Nous jouons à fond dans ce sens, jusqu'au déri-

soire ! Prenons par exemple les premières scènes, capitales selon moi, car elles ancrent le fascisme profondément dans la crise économique du capitalisme. En voici la fable (3) construite par nous : "c'est tragique; pour les dirigeants du trust des choux-fleurs de Chicago, c'est la crise : pour le moment ils refusent de recourir aux services du gangster Arturo Ui, préférant voler l'Etat et corrompre son plus illustre et incorruptible représentant, et dévorer le plus faible d'entre eux." Quoi de plus actuel aussi ! Le titre de la pièce c'est "la résistible ascension d'Arturo

avec F. Rochaix, metteur en scène et directeur du Théâtre de Carouge/Atelier nous abordons ces deux aspects : actualité et actualisation politique d'Arturo Ui, mais aussi pratique théâtrale et jeux stylistiques. Tant il est vrai que dans leurs rapports avec les artistes, surtout ceux de gauche bien entendu, les militants révolutionnaires se doivent de prendre en charge non seulement les thèmes politiques et les conditions de production, mais la matière propre des artistes : les formes, le jeu, etc...



photo Landenberg

Ui", résistible au début puis de plus en plus irrésistible. Mais dans l'ombre d'Arturo monte l'étoile de Clark, le chef du trust des choux-fleurs ! Nous poussons à la dérision par notre style de jeu : les dirigeants du trust invoquent le secours de la Morale mais nous les jouons dans le style du grand opéra ou des Troyennes d'Euripide et leur appel à la Fatalité dérive vers la dérision.

Brecht n'a nullement l'intention de proposer une vision complète, exhaustive des origines historiques du fascisme. Les protagonistes essentiels de sa pièce sont les trusts, les légumiers (petits commerçants durement ébranlés par la crise) et les gangsters. Les légumiers me semblent particulièrement intéressants par rapport aux petits-bourgeois d'ici, tous plus ou moins petits propriétaires. On retrouve leur esprit dans "Le renquilleur" de La Suisse et leur mentalité de protestation est en fait complètement anecdotique et superficielle...

B. : *Et beaucoup de ceux qui viendront voir la pièce lisent le renquilleur...*

F. R. : Oui, tout à fait, comme pour *Mère Courage* ! Les légumiers sont le répondant de la majorité des gens qui viendront voir le spectacle dans lequel ils devraient pouvoir se reconnaître.

B. : *La pièce a comme référence directe la prise du pouvoir de Hitler avec l'appui des magnats de l'indus-*

trie lourde. Aujourd'hui l'actualité du fascisme n'est pas pareille, les rapports de forces ne sont pas aussi défavorables au prolétariat, du moins en Europe. Dans ce contexte, comment se pose pour vous la question de l'actualisation théâtrale ?

F. R. : Dans Arturo, trois histoires sont racontées en même temps : la montée du nazisme, Al Capone et la crise aux Etats-Unis et enfin, Richard III de Shakespeare. Cela est très visible dans la scène de la mort de Roma et de sa bande qui est en même temps celle de Röhm et de la S.A., celle d'une bande rivale d'Al Capone le jour de la Saint-Valentin et une référence à un meurtre dans Richard III. Nous n'avons pas privilégié la montée du nazisme dans notre esthétique. Nous avons refusé dès le départ un spectacle rétrospectif, avec toute cette mode de films extrêmement ambigus. C'est vrai que le nazisme est un objet esthétique très séduisant. Nous y avons renoncé et l'action de la pièce, chez nous, se déroule devant des gratte-ciel tout à fait contemporains. On a cherché dans le costume, dans le jeu des formes, dans la discontinuité des styles à ne pas raconter simplement la montée d'Hitler. Nous ne voulons pas faire un spectacle historique et je ne pense pas que ce soit non plus le propos de Brecht. Notre référence de travail c'est plutôt le pouvoir terrifiant des multinationales sur l'Etat et le reste. Dans

ce sens, j'ai choisi un acteur, Jean-Luc Bideau qui ne ressemble en rien à Hitler. Je crois même qu'il donnera l'impression d'un politicien local. Bideau, dans sa préparation a visionné des films non seulement de discours d'Hitler, mais aussi de Kennedy, Nixon et Ford. D'ailleurs ce dernier prend aussi des cours avec un comédien ! Nous critiquons ainsi la fonction de l'homme politique.

Mais c'est vrai que demeure une tension permanente entre la parabole que nous racontons et où l'on se nourrit de données actuelles et en même temps l'histoire allemande que raconte la pièce. Nous jouons sur les deux tableaux et cela me semble être la source même du spectacle.

B. : *Le danger dans le travail du style n'est-il pas de tomber dans le comique ridicule ? L'horreur et la répulsion dans Arturo Ui me semblent inséparables du comique et de la dérision.*

F. R. : Nous ne voulons pas faire d'Arturo et des styles de jeu une gaudriole. Nous racontons une parabole très grave, qui doit inquiéter le spectateur. A ce propos, j'ai eu connaissance de la critique d'une représentation aux USA d'Arturo Ui et qui lui reprochait d'être justement tombée dans la gaudriole. Le public se fendait la pipe du début jusqu'à la fin. Un peu comme on se fend la pipe en voyant "Le

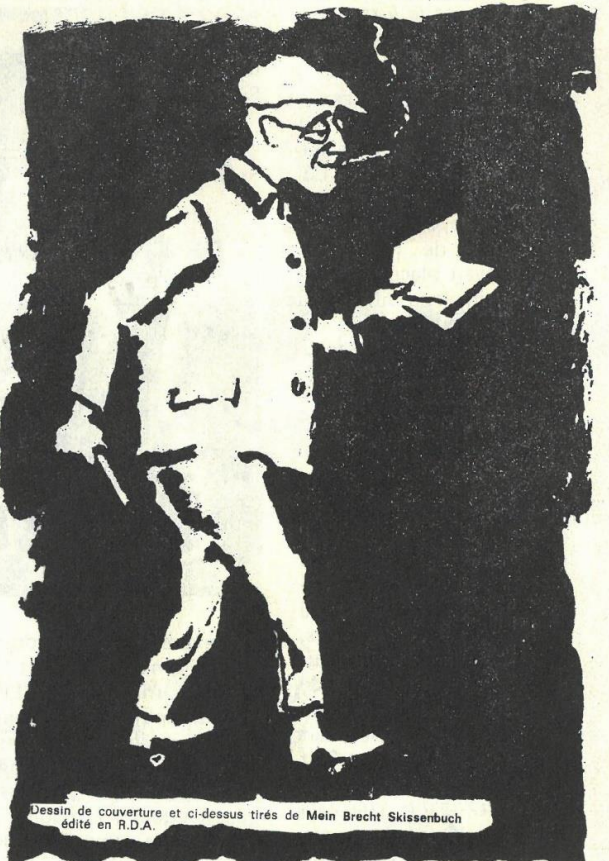
Dictateur" de Chaplin aujourd'hui. C'était formidable en 1941, mais maintenant on rit des beaux gags sans être trop inquiétés par le propos sur le fascisme. Nous ne voulons pas tomber dans ce piège.

Un principe demeure pour moi : les règles du jeu se trouvent à partir des fables. Par exemple nous avons individualisé les personnages des gangsters parce que cela participe de la fable : la gangstérisation des gens du trust et l'embourgeoisement des gangsters. Je n'utilise jamais la parodie, comme style de jeu pour le plaisir de créer un rapport de théâtre dans le théâtre. La parodie m'intéresse au premier degré : l'introduction d'un style de tragédien grec pour les dirigeants du trust qui se lamentent sur la crise n'est valable qu'à condition d'exprimer totalement la situation du trust dans Arturo Ui, son rôle, etc. Je n'aime par le formalisme.

propos recueillis par P. H.

Notes :

- (1) cf. La Brèche no 131, 5 mars 1976.
- (2) Berliner Ensemble, troupe fondée par Brecht après la guerre lors de son retour en Allemagne... de l'Est.
- (3) Le mot "fable" est typiquement brechtien. C'est un texte qui concentre ce qu'il y a de plus substantiel, tant au niveau du contenu que formel dans l'action d'une scène, un tableau ou une pièce.



Dates des représentations :

GENEVE, au théâtre de Carouge/Atelier du 26 octobre au 27 novembre.

LAUSANNE, du 7 au 12 décembre.

REGLEMENTS DE COMPTES DANS LA BUREAUCRATIE

La fraction dite "radicale" de la direction du PC chinois a été éliminée du pouvoir, dès que la mort de Mao lui a fait perdre une protection que personne n'avait osé attaquer, ne fut-ce que par la bande.

Sur la nature de cette fraction "radicale", il ne faut guère nourrir des illusions. Il ne s'agit point d'une expression, même indirecte, des "gardes rouges", l'aile marchante de la mobilisation des masses au cours de la Révolution Culturelle. Au contraire, il s'agit d'une fraction de la bureaucratie, qui gagna ses galons par la répression des travailleurs rebelles (notamment à Shanghai) et des "gardes rouges" autonomes. C'est elle qui permit à Mao de prendre le virage à droite de la fin de la Révolution Culturelle, tant sur le plan de la politique intérieure que sur celui de la politique extérieure.

L'élimination de Ching et de ses compagnons apparaît donc comme un conflit inter-bureaucratique. Elle s'est faite selon des méthodes bureaucratiques. La manière dont Hua-Kuo Feng s'est débarrassé du "groupe de Shanghai" ne vaut pas mieux que celle que ce groupe soutenait pour éliminer Teng-Tsiao Ping !

La manière dont Hua-Kuo Feng arrive au pouvoir inaugure certainement une période agitée de luttes pour le pouvoir,

de tentatives de stabilisation de la vie politique, de la mise au pas de certains éléments hostiles à la dictature bureaucratique. Hua est à la tête du parti, du gouvernement et de l'armée, cumulé que Mao lui-même n'a connu. On ne sait cependant par qui il a été élu. Pas par le peuple assurément, ni par les membres du parti. On fait état maintenant d'un bout de papier griffonné par Mao mourant, destiné à Hua : "C'est toi qui dirige les affaires, alors je suis tranquille." C'est peu pour un testament, s'il existe en plus. Une vieille méthode stalinienne consiste à accuser ses adversaires des crimes que l'on est en train de commettre. Le maire de Pékin, Wu Teh a expliqué que la mort de Mao avait été suivie d'une période d'"incertitude" que le gang des quatre avait cherché à mettre à profit : "ils tramaient fébrilement intrigues et complots dans la tentative de jeter bas, à l'échelon central comme à l'échelon local, un grand nombre de camarades responsables du parti et de l'état". Ce qui ressemble fort à la manière dont Hua et son entourage ont pris le pouvoir, puisqu'à ce jour aucun détail précis n'a été donné ni explication par les "radicaux" arrêtés ou exécutés.

Les couches les plus politisées du prolétariat et de la jeunesse chinoises éprouvent une

hostilité profonde et croissante à l'égard de l'appareil dans son ensemble. C'est ce qui explique que les "radicaux" n'aient bénéficié ces jours derniers d'aucun appui de masse - du moins pour ce que l'on en sait à l'étranger. Et les ressentiments à l'égard de l'inégalité sociale et des privilèges bureaucratiques pourront se retourner, tôt ou tard, contre les "vainqueurs" momentanés de la lutte pour la succession de Mao. Ensuite, le profond désarroi que l'élimination des "radicaux" provoque parmi les "maoïstes" (non seulement en Chine) va desserrer encore un peu plus le contrôle par le haut de la réflexion politique et idéologique parmi les cadres moyens et les militants de base. Cette réflexion deviendra de plus en plus critique, y compris à l'égard du maoïsme en tant que tel.

Au fond, ce qui se manifestera de plus en plus dans la dynamique politique en Chine c'est que, contrairement à l'URSS des années 30 et 50, les mobilisations autonomes des masses, non dépolitisées et démoralisées, s'amplifieront et brouilleront les cartes du jeu interbureaucratique. Dans ce sens, Mao est déjà mort une deuxième fois, et le maoïsme "orthodoxe" avec lui. La renaissance du marxisme-révolutionnaire en Chine, sur la voie de la révolution politique, est à l'ordre du jour.

CHINE



UN CULTE DE LA PERSONNALITE... PEUT EN CACHER UN AUTRE



portraits de Hua-Kuo Feng

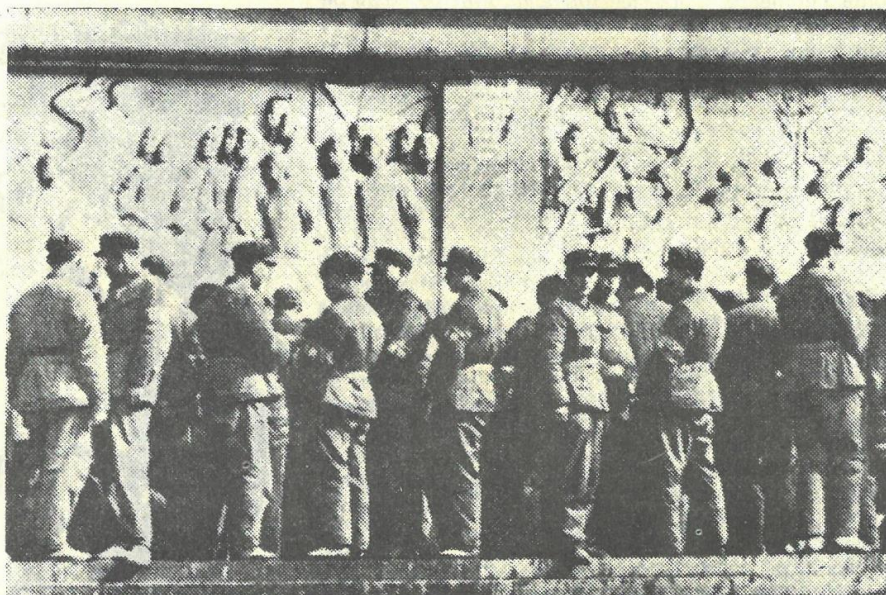
Mao : "un président sans galons, sans garde du corps, sans richesse personnelle, dévoué à la cause du peuple. Tous les ennemis de la Chine veulent transformer cette réalité en faisant de Mao un dictateur, un surhomme, imposant sa volonté à un peuple passif". Cette citation est extraite d'un tract de l'organisation **Rupture pour le Communisme**, distribué à l'occasion de la mort de Mao. Les révolutionnaires qui, comme nous, ont toujours pris la défense de la révolution chinoise, tout en dénonçant le culte de la personnalité de Mao-Tse-Toung et les conséquences désastreuses du pouvoir incontrôlé de la bureaucratie chinoise pour la construction d'une authentique société socialiste, sont traités par ces camarades d'"ennemis de la Chine".

INTERVIEW D'UN GARDE ROUGE DE CANTON : "Les brouillards de l'orthodoxie du Parti".

— Comment la lutte s'est-elle développée en 1967 ?

La période de janvier à juin 1967 marque l'apogée de la lutte pour le pouvoir entre le peuple et les bureaucrates. A la fin de 66, la bureaucratie du Parti était prête à s'effondrer. L'alliance de Mao avec nous l'avait placé à gauche et la principale cible avait été Liu Shao-Shi. Mais notre conflit avec la bureaucratie à tous les niveaux avait aussi objectivement rendu notre trajectoire politique conflictuelle à Mao. (...)

— Sur ses gardes depuis le début de 1967, Mao commença à se séparer de nous. Il voulait que la lutte prenne fin et se mit à manoeuvrer contre nous. Quand il visita Shanghai, il critiqua les camarades de là-bas pour s'être appelé une Commune et leur dit qu'une commune signifiait une structure où la base dominait. Il dit que cela montrait qu'ils ne voulaient pas accepter le rôle dirigeant du parti, leur affirma que ce rôle était nécessaire et leur demanda de changer leur nom en "Comité révolutionnaire". C'est là qu'il formula l'idée de la "triple union" : en d'autres termes, que le pouvoir révolutionnaire devait



être exercé par les cadres révolutionnaires (le Parti), les cadres militaires (l'ALP Armée populaire de libération) et des représentants des masses (une concession temporaire). Le procédé grâce auquel les maoïstes remirent le pouvoir aux mains du Parti et de l'armée fut mis en mouvement.

Ainsi, l'armée a rejoint la Révolution Culturelle pour stabiliser la situation. A la fin de février, des heurts ont eu lieu entre des unités de l'armée et les

Gardes Rouges.

(Dès le milieu de l'année 1967, la bureaucratie décida d'attaquer de front les Gardes Rouges et la répression s'étend à tous les secteurs touchés par la Révolution Culturelle.)

(...)
Que s'est-il passé pour vous ? Avez-vous quitté Canton ?

De novembre 68 à août 71, j'ai été envoyé travailler dans une ferme. Pendant deux ans, j'ai travaillé dans le Hopei et une année à Canton. Nous étions tous

très insatisfaits et Mao était constamment attaqué en privé. Nous sentions que nous avions été trahis. Mais alors nous discussions beaucoup. Nous essayions d'élaborer de nouvelles théories et de nouveaux concepts pour tenter d'analyser ce qui n'avait pas marché. J'ai rejoint un groupe d'extrême-gauche dans le Hopei qui s'appelait "Union prolétarienne du Hunan". Ils avaient écrit un certain nombre de documents critiquant Mao et la bureaucratie. C'était un développement sponta-

né. Ni eux, ni moi, n'avions lu aucun écrit de Trotsky, mais nos idées sur la bureaucratie étaient très semblables aux siennes. Nous avons eu beaucoup de discussions, mais en 1971 nous nous sommes très démotivés, car beaucoup d'entre nous ont réalisé l'énormité des tâches auxquelles nous étions confrontés.

— C'est pourquoi vous avez décidé de quitter la Chine ?

Pas exactement. Un certain nombre d'entre nous fut forcé de fuir pour des raisons politiques. D'abord nos groupes furent découverts et beaucoup de camarades arrêtés. Nous étions

tous effrayés. Mais deuxièmement, je voulais lire et écrire, ce qui devenait impossible en Chine; le brouillard de l'orthodoxie du Parti tombant à nouveau et englobant tout le pays dans cette sorte d'ignorance particulière qui est la caractéristique des pays bureaucratisés comme la Chine. Enfin, beaucoup de mes camarades, complètement désespérés, se suicidèrent en prison plutôt que de révéler les noms des autres. C'est pourquoi quelques-uns d'entre nous décidèrent de quitter Canton. Par conséquent, nous avons nagé jusqu'à Hong-Kong.

MOI, J'AVAIS CRITIQUE CHIANG CHING.



MOI, J'AI SOUTENU CHIANG CHING.



OH MOI... JE SUIS CHIANG CHING